

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 12 avril 2021
 Décisions prises par le Maire
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2020-432	Décision relative à l'attribution du marché N°V9A0756EN pour des prestataires organisées dans le cadre d'un partenariat "Chorégraphie et Petite Enfance" entre les établissements d'accueil des jeunes enfants et le centre Chorégraphique National	313
VD2020-441	Reconversion de l'ancien Poste de police municipale Avenue Villeneuve d'Angoulême Autorisation d'urbanisme Déclaration préalable de travaux	315
VD2020-444	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°V9D0017EM de Location de matériels d'Hygiène, accessoires et de tapis de sol - Autorisation de signature	317
VD2020-449	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Propriété de l'Etat - ' Hôtel des Etats-majors ', situé 4 boulevard Henri IV - cadastre BW 79	319
VD2021-001	Décision relative à un accord cadre à bon de commande N°V1A0714PB pour la livraison d'eau non potable entre BRL Exploitation la Ville de Montpellier	321
VD2021-002	Décision relative au marché n°V0B0066PA d'étude d'optimisation de l'organisation de la production alimentaire de la restauration scolaire de la Ville de Montpellier	323
VD2021-003	Décision relative au marché n°V0D0023JM - Prestations de conseil juridique et de représentation en justice - Attributions	325
VD2021-007	Décision relative au marché n°G9D0010 - Achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle, lot n°3 (équipements de protection individuelle) - Avenant de transfert n°1 - Autorisation de signature	328
VD2021-008	Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au marché n°G9D0010 " Achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle" - lot n°4 (équipements de protection individuelle pour le risque électrique) - Autorisation de signature	330
VD2021-009	Décision relative à un avenant n°1 de transfert au marché n°V9D0059EM "Achats de vêtements de travail" - Autorisation de signature	332
VD2021-012	Décision relative à la réfection des sols de la Place royale du Peyrou - Autorisation de signature d'avenant n°3 au marché n°5C000162851	334
VD2021-014	Décision relative à une convention de mise à disposition - Emprise parcelle SN n°27 propriété de la Ville - Autorisation de signature	336

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-016	Décision relative au contrat de colocation - 110 avenue de Toulouse - Avenant n°3 - Autorisation de signature	338
VD2021-017	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés et à l'engagement auprès du Réseau Mondial des villes et communautés amies des aînés auprès de l'organisation Mondiale de la Santé - Année 2021	340
VD2021-018	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - ALATI Robert"	342
VD2021-019	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - GALVANY Anthony"	344
VD2021-020	Décision relative au marché n°V0D0010PA - Achat de denrées alimentaires - Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires	346
VD2021-022	Décision relative au marché n°V0B0077PA de location de véhicules avec conducteur pour la distribution des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier	349
VD2021-023	Décision relative aux Travaux de remise en état des bâtiments communaux de la Ville - Local de l'association "CODES 34" - Opérations programmées pour l'année 2021 - Demande d'autorisation d'urbanisme	351
VD2021-024	Décision relative au marché n° V0C0003ST - "Actions de soutiens aux populations et supports techniques aux actions communales de sauvegarde de la Ville de Montpellier" - Avenant n° 1 et Modification de la Décision n° VD2020-326 - Autorisation de signature	353
VD2021-025	Décision d'ester en justice "Requête n°2003136 TA - SAS ECONOMA"	355
VD2021-026	Décision d'ester en justice "Requête n°2003290-5 SARL NEW LIFE"	357
VD2021-027	décision d'ester en justice "requête n°2003352-2 TA - Stéphane VILLANOVA"	359
VD2021-029	Décision relative au marché n°V0B0072PA d'entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie - Lots 1, 2, 3 et 4 - Attributions	361
VD2021-030	Décision d'ester en justice "Requête n°2003267-1 TA -Philippe LAGET"	364
VD2021-031	Décision d'ester en justice "Requête n°2003786-4 - SARL TGT"	366
VD2021-032	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA3903 CAA - SCI SCALEO"	368

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-033	Décision d'ester en justice "Requête n°2003903-3 TA - Ressources Humaines"	370
VD2021-034	Décision relative marché n°V0B0070ST - Plan de lutte intégrée contre les nuisibles - Attribution	372
VD2021-035	Décision d'ester en justice "Requête n°2004323-5 TA - Yohann SALACROUP"	374
VD2021-036	Décision d'ester en justice "Requête n°17MA010506 CAA - René SCHWARZ"	376
VD2021-037	Décision d'ester en justice "Requête n°2004530-2 TA - Ressources humaines"	378
VD2021-039	Décision relative à l'adhésion obligatoire aux réseaux professionnels des parcs zoologiques - Exercice 2021	380
VD2021-041	Décision relative aux cessions et réformes des véhicules et matériels de la Ville de Montpellier - Autorisations	382
VD2021-042	Décision d'ester en justice "Requête n°2004786-5 TA - Association la Ville où le soleil ne se couche jamais"	385
VD2021-043	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA01064 CAA - NACCACHE Philippe"	387
VD2021-044	Décision d'ester en justice "Requête n°2004689-1TA- DEFRANCESCHI Gérald"	389
VD2021-045	Décision d'ester en justice "Requête n°2004750-1 - Ruddy GOUNEL"	391
VD2021-046	Décision d'ester en justice "Requête n°2004810-1 TA - Henri BARDI"	393
VD2021-047	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA04028 CAA - Alain SCHEUER"	395
VD2021-048	Décision d'ester en justice "Requête n°2005150-5 TA - Association de Défense des Cirques de Famille"	397
VD2021-050	Décision d'ester en justice "requête n°2100388-1 - Société Bouygues Télécom"	399
VD2021-051	Décision relative à la rénovation thermique des bâtiments scolaires : travaux de menuiserie (1ère tranche) - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions	401
VD2021-052	Décision relative à la mise en place de brises soleil dans les écoles - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions	403
VD2021-053	Décision relative à la rénovation des toitures des bâtiments scolaires (1ère tranche) - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions	405

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-054	Décision d'ester en justice "Requête n°2005066-1 TA - Arnaud PEZET	407
VD2021-055	Décision relative à la rénovation des façades avec isolation extérieure sur l'école B. Albrecht (QPV Lemasson) - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions	409
VD2021-056	Décision relative à la réfection de la toiture du pavillon Populaire - Demande d'autorisation d'urbanisme - Demande de subventions	411
VD2021-057	Décision relative au renouvellement d'adhésion à l'association Centre-Ville en Mouvement 2020 - Cotisation	413
VD2021-058	Décision d'ester en justice "Requête n°2005579-1 - Guillaume RENAC"	415
VD2021-059	Décision relative au confort thermique désimperméabilisation/végétalisation des cours d'écoles - Demande de subventions	417
VD2021-060	Décision d'ester en justice "Requête n°2005147-1 TA - Société Bouygues Télécom"	420
VD2021-061	Décision relative renouvellement de cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2021 - Autorisation	422
VD2021-062	Décision d'ester en justice "Requête 2005808-1 TA - Catherine CEAS"	424
VD2021-063	Décision d'ester en justice "Requête n°2005904-1 TA - Naimi KHELIFI"	426
VD2021-064	Décision d'ester en Justice "Requête n°2005736-3 TA - Ressources Humaines"	428
VD2021-065	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2006012-1 TA - PETIT Aurélien"	430
VD2021-066	Décision relative à l'attribution du marché N° V0B0065OE pour l'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la définition du projet de mandat de la Ville de Montpellier	432
VD2021-068	Décision d'ester en justice "Requête n°2005967-1 TA - M et Mme Franck DETRANCHANT"	434
VD2021-069	Décision d'ester en justice "Requête Tribunal Correctionnel de Montpellier - AUTEROCHÉ et Autres"	436
VD2021-070	Décision d'ester en justice "Requête n°2100420-3 - Ressources Humaines"	438
VD2021-071	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association "Un plus bio"	440

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-073	Décision d'ester en justice "Conseil d'Etat requête n° 437451 Martine BUFFALON"	442
VD2021-074	Décision d'ester en justice "Requête n°2100549-3 TA - Ressources Humaines"	444
VD2021-075	Décision relative à l'Avenant au marché "Achat et Maintenance de postes de travail bureautique et serveurs pour la Ville et le CCAS" - Marché n°6D0049 - lots 1 et 2 - Autorisation de signature	446
VD2021-076	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Ensemble vocal Tutti" pour les 4-11-27 janvier, 3 et 10 février 2021	448
VD2021-077	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Stand de Tir Police 25m Couvert - Montmaur - Ville de Montpellier - Ville de Castelnau-le-Lez	450
VD2021-078	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Ekho Chœur de chambre" pour les 26, 29 janvier et 6 février 2021	452
VD2021-079	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "La Morena" pour le 31 janvier 2021	454
VD2021-080	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "L'art scène" du 18 au 23 janvier 2021	456
VD2021-083	Décision d'ester en justice "Requête Cour d'Appel de Montpellier - Expulsion Monsieur Marmi"	458
VD2021-084	Décision relative au marché n°V1B0005RP - Nettoyement des espaces publics, des sanitaires, des conciergeries des cimetières et de la chapelle - Autorisation de signature	460
VD2021-085	Décision relative à un avenant de transfert au marché public n°7D0002 ' travaux d'entretien des bâtiments communaux ' - LOT 12 "peinture"	462
VD2021-086	Décision relative au marché n° V9D0028AI - LOT 9 - Peinture - Groupe scolaire Restanque Avenant n°1 de transfert	464
VD2021-087	Décision relative à un accord cadre à bons de commande n°V1B0001ZO de maintenance multi technique des installations du parc de Lunaret - Attribution	466

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-089	Décision d'ester en justice "Requête n°2100637-1 TA - CONSANI David"	468
VD2021-090	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Centre International de Musique Médiévale" (CIMM) pour les 13, 16 et 17 janvier 2021	470
VD2021-091	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de la ville de Montpellier à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants - Année 2021 - Approbation	472
VD2021-092	Décision relative au marché n°V1D0007EM - Autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat de véhicules et engins	474
VD2021-093	Décision d'ester en justice "Requête n°21MA00563 CAA - Ressources humaines"	476
VD2021-094	Décision relative au renouvellement de cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2021 - Thématique "Ecologie Urbaine"- Direction Paysage et Biodiversité	478
VD2021-095	Décision relative au marché n°V1B0002EM - Achat d'épicerie salée sucrée et de denrées alimentaires - Attribution	480
VD2021-096	Décision d'ester en justice "Requête n°2100803-1 TA CONSANI David"	482
VD2021-098	Décision relative à une convention de location entre la Ville de Montpellier et l'Entreprise Urby Evol Montpellier - Autorisation de signature	484
VD2021-099	Décision relative à l'exercice du Droit de Prémption Urbain - Propriété SCI COLPOWER - Ensemble immobilier à usage d'activités et de bureaux - Cadastre CI 233 et 235 - 1618 avenue de Saint Maur à Montpellier	486
VD2021-100	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V1B0006EM - Marché de fournitures - Achat de lampes	489
VD2021-101	Décision relative au marché n°7B0056 - Sécurisation des Hôtels Varennes et Bachy-du-Cayla - Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant n°2 - Autorisation de signature	491
VD2021-102	Décision relative au marché N° V0B0073RI - Achat d'imprimantes réseau avec maintenance - Attribution	493

PARTIE 2 – SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
VD2021-103	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "EKHO Chœur de chambre" pour les 19 mars et 3 avril 2021	495
VD2021-107	Décision relative au changement du mode de paiement des emprunts détenus auprès du Crédit Coopératif - Autorisation de signature	497
VD2021-111	Décision d'ester en justice " Requête n°2100330-5 TA - Association Libre Pensée - Dessouter"	499
VD2021-116	Décision relative à la création d'une régie d'avances - Direction de la Communication de la Ville de Montpellier	501
VD2021-117	Décision d'ester en justice "Requête n°2005729-1 TA - SDC LES FACULTES"	504
VD2021-119	Décision d'ester en justice "Requête n°2003823-1 TA - Katia CELHAY"	506
VD2021-120	Décision d'ester en justice "Requête n°2101043-1 TA - Christiane LAMOUROUX"	508
VD2021-123	Décision d'ester en justice "Requête n°20MA03381 - SCI SCALEO"	510
VD2021-131	Décision d'ester en justice "Requête n°1903178-1 - LEDERMAN Bertrand"	512
VD2021-132	Décision d'ester en justice "Requête n° 19MA05094 - TERNON Eric"	514
VD2021-133	Décision d'ester en justice "ESENWA Master - Tribunal Correctionnel"	516
VD2021-134	Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04917 CAA - COUTU Bernard"	518
VD2021-135	Décision d'ester en justice "Requête n°2001663-1 TA - Cyril MALGRAS"	520
VD2021-136	Décision d'ester en justice "Marie-France ROSSINI - Tribunal Correctionnel de Montpellier"	522
VD2021-137	Décision d'ester en justice "Requête n°1904368-1 TA - Alain DIMEGLIO"	524



Direction de l'Enfance

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'attribution du marché
N°V9A0756EN pour des prestataires organisées
dans le cadre d'un partenariat "Chorégraphie et
Petite Enfance" entre les établissements d'accueil
des jeunes enfants et le centre Chorégraphique
National**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, déléguée à la Petite Enfance;

Considérant :

- Que la ville a souhaité poursuivre un projet autour de la petite enfance et de la pratique chorégraphique contemporaine qui participe à la dynamique du protocole d'accord interministériel « Pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants »
- Que la ville a souhaité inscrire le renouvellement de cette action dans le cadre de son partenariat avec le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie Action d'Espace, conformément aux dispositions de l'article 30 1 3° et 30 1 8° du décret 2016-360 du 25 Mars 2016.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature du renouvellement de la convention cadre de partenariat avec le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie Action d'Espace qui prévoit la réalisation « d'ateliers dansés » et de « plateaux partagés » avec les enfants et les personnels des établissements d'accueil des jeunes enfants de la ville de Montpellier pour la période du 1^{er} Janvier 2021 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense relative à cette action qui s'élève à 500€ TTC par an et par établissement pour un maximum prévu de 12 établissements, dont le montant total s'élève à 6 000€ et sera imputé sur le budget de la Ville, chapitre 934 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JAN. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Taslime AKBARALY



Publiée le : 22 JAN. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier
Service Architecture**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Reconversion de l'ancien Poste de police
municipale
Avenue Villeneuve d'Angoulême
Autorisation d'urbanisme
Déclaration préalable de travaux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de du 4 juillet 2020 n° V2020-005-alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de la gestion active de son patrimoine et en vue de garantir la pérennité de ses biens, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2020, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux ;
- Que la gestion active de son patrimoine consiste aussi en l'optimisation des usages des locaux appartenant à la Ville ;
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux qui s'effectueront sur le bâtiment suivant : l'ancien Poste de police au 1523 Avenue Villeneuve d'Angoulême, qui sera reconverti en vestiaires et bureaux pour le personnel de la Direction Paysage et Biodiversité. Le montant estimé des travaux est de 75 000 € HT pour :
 - la création de vestiaires hommes et femmes séparés,
 - le réaménagement du rez-de-chaussée avec une pièce de bureau, une pièce de convivialité et un petit espace d'outillage,
 - la création d'une porte donnant un accès direct sur la parcelle,
 - l'amélioration du système de ventilation avec la mise en place d'une VMC.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De Dire que les dépenses sont inscrites au budget 2020 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 JAN. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 20 JAN. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un avenant n°1 au marché
n°V9D0017EM de Location de matériels
d'Hygiène, accessoires et de tapis de sol -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction, Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2019 / 560 attribuant le marché « Location de matériels d'Hygiène, accessoires et de tapis de sol (n°V9D0017EM) » à l'entreprise INITIAL pour un montant minimum de commande de 70 000 € HT, pour une durée d'exécution de 1 an à compter de sa notification, reconductible 3 fois 1 an.

CONSIDERANT :

- Que par soucis de réorganisation qui prendra la forme d'une séparation des activités HYGIENE et TEXTILE, le changement de coordonnée sociale de la société INITIAL au profit de la société INITIAL HYGIENE SERVICES prendra effet le 1^{er} janvier 2021 ;
- Qu'à compter du 1^{er} janvier 2021, le nouveau titulaire du contrat, la société INITIAL HYGIENE SERVICES, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

- Qu'il convient donc d'établir un **avenant n°1** autorisant le transfert du titulaire actuel de ce marché vers le nouveau titulaire la société INITIAL HYGIENE SERVICES.

DECIDE

Article n°1 - De signer cet avenant n°1 de transfert de raison sociale ;

Article n°2 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article n°3 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la décision.

Montpellier, le 16 FEV. 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire


Michel ASLANIAN



Publiée le : 17 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de priorité -
Propriété de l'Etat - ' Hôtel des Etats Majors ',
situé 4 boulevard Henri IV - cadastre BW 79

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la déclaration de mise en vente de l'Etat du 7 octobre 2020, reçue le 12 octobre 2020, dans le cadre du droit de priorité prévu par les articles L 240-1 et L 240-3 du code de l'urbanisme, d'un hôtel particulier dit « Hôtel des Etats-Majors » à usage de bureaux, situé 4 boulevard Henri IV à Montpellier, cadastré BW 79, au prix de 2.300.000 € (deux millions trois cent mille euros) ;
- VU la décision MD 2020-1062 en date du 9 décembre 2020 du Président de Montpellier Méditerranée Métropole relative à la délégation du droit de priorité de l'article L 240-1 du code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession dudit immeuble ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire et notamment celle d'exercer, au nom de la commune, le droit de priorité défini à l'article L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;

Considérant :

- qu'en application de l'article L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain et l'a délégué en l'espèce à la Ville de Montpellier ;
- que l'immeuble mis en vente par l'Etat, un hôtel particulier de style néoclassique en pierre de taille avec façades ouvragées, aménagé intérieurement en bureaux, constitue par sa qualité et son emplacement dans un site d'exception, en mitoyenneté du Jardin des Plantes, à proximité de la Tour des Pins, de la Faculté de Médecine et de la cathédrale, répond aux besoins de la Ville en recherche de locaux pour ses besoins propres ;

- que cet hôtel particulier de 1441 m² utiles, édifié sur une parcelle de 2117 m², constitue une véritable opportunité ;
- que le prix proposé par l'Etat paraît correct compte-tenu de la qualité patrimoniale du bâtiment, de son état d'entretien et de sa situation exceptionnelle ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de se porter acquéreur, par exercice du droit de priorité de l'article L 240-1 du code de l'urbanisme, de l'hôtel particulier dit « Hôtel des Etats-Majors », situé 4 boulevard Henri IV à Montpellier, cadastré BW 79, au prix de 2.300.000 € (deux millions trois cent mille euros) plus les frais liés à la rédaction de l'acte authentique de vente.

ARTICLE 2 : de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27 chapitre 905.

ARTICLE 3 : que Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, procèdera, pour le compte de la Ville, à la réitération de la vente par acte authentique.

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 FEV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : 16 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-Cadre n°G9D0001PB
- Débroussaillage et fauchages des propriétés
communales et métropolitaines - Lots 1 à 3 -
Attributions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Monsieur Stéphane JOUAULT en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
 - VU le Code de la commande publique ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
 - VU la délibération de la Ville de Montpellier n°V2019-349 du 27 septembre 2019 et la décision de Montpellier Méditerranée Métropole n°MD2019-1050 relatives à la convention du groupement de commande pour les prestations de débroussaillage de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la « Nature en Ville et à la Biodiversité » ;
- CONSIDÉRANT :**
- qu'il y a lieu de procéder à des travaux de débroussaillage et de fauchage sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R. 2124-1 et R. 2124-2 et des articles R. 2162-2 à R. 2162-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande, sans minimum et sans maximum, allotis en 3 lots pour une durée d'un an reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants 60% pour le critère valeur technique et 40% pour le critère des prix ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 15 décembre 2020 a classé les offres et choisi pour les lots :

- lot 1 : « débroussaillage et fauchages des espaces verts, espaces semi-naturels et espaces forestiers » l'entreprise PHILIP FRERES , sise 2, rue des Orgueillous 34270 Saint Mathieu de Tréviers présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du groupement de commande ;
- lot 2 : « débroussaillage et nettoyage des réserves foncières » l'entreprise SERPE sise à Vauguières le Haut 34130 Mauguio présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du groupement de commande ;
- lot 3 : « entretien des parcelles forestières du parc zoologique de Lunaret » l'entreprise GORCE sise 261 rue Gustave Courbet 34750 Villeneuve-lès-Maguelone, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du groupement de commande.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G9D0001PB « débroussaillage et fauchage des propriétés communales et métropolitaines » pour une durée d'un an reconductible 3 fois, les lots comme suit :

- Lot 1 : débroussaillage et fauchages des espaces verts, espaces semi-naturels et espaces forestiers, dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum à l'entreprise PHILIP FRERES ;
- lot 2 « débroussaillage et nettoyage des réserves foncières » dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum à l'entreprise SERPE ;
- lot 3 « entretien des parcelles forestières du parc zoologique de Lunaret » dans le cadre d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum à l'entreprise GORCE.

L'accord cadre est conclu sans montant minimum ni montant maximum, pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification par ordre de service et pourra être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, fonctionnement et investissement tous chapitre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 FEV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT



Publiée le : 08 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°V0B0066PA
d'étude d'optimisation de l'organisation de la
production alimentaire de la restauration scolaire
de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART dans les domaines de la politique alimentaire et de l'agriculture urbaine ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre du grand chantier de rénovation de la restauration scolaire, la Ville de Montpellier a décidé de lancer une étude d'optimisation de l'organisation de la production alimentaire de la restauration scolaire ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 6 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique : 70%
 - ° Prix : 30%
- qu'une procédure de négociation a été engagée avec les candidats ayant remis une offre ;

- qu'après analyse, l'entreprise SAS Profils - 10, place de la Joliette - Les Docks Atrium 10.4 - 13002 Marseille, mandataire du groupement SAS Profils ; SAS G.SIR ; Cabinet Sylvaine Bouquerel ; ECOCEATY présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'étude d'optimisation de l'organisation de la production alimentaire de la restauration scolaire de la ville de Montpellier à l'entreprise SAS Profils, mandataire du groupement SAS Profils ; SAS G.SIR ; Cabinet Sylvaine Bouquerel ; ECOCEATY pour un montant de 89 925 € HT.
Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de 6 mois.

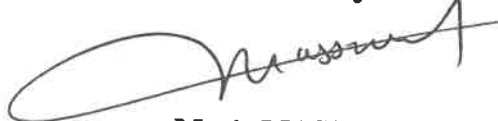
ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier, chapitre 902.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

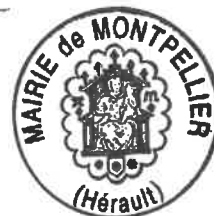
ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 JAN. 2021

Madame l'Adjointe au Maire



Marie MASSART



Publiée le : 22 JAN. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V0D0023JM -
Prestations de conseil juridique et de
représentation en justice - Attributions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1^{ère} Adjointe déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire que la commune soit représentée devant toutes les juridictions (civiles et administratives) dans le cadre de contentieux qu'elle initie ou qui sont introduits contre elle, et qu'elle puisse avoir recours à l'occasion à des conseils juridiques externes ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum, ni maximum pour une durée d'un an reconductible 3 fois, se décomposant en 6 lots désignés comme suit :

- o Lot 1 : « Droit public général » ;
- o Lot 2 : « Droit de la commande publique et droit de la construction » ;
- o Lot 3 : « Droit de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement » ;
- o Lot 4 : « Droit de la fonction publique, droit social et droit des mesures disciplinaires » ;
- o Lot 5 : « Droit pénal et procédures pénales » ;
- o Lot 6 : « Droit privé » ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des lots 1, 2, 4, et 6 étaient les suivants et pondérés de la manière suivante :

- o Valeur technique au regard du mémoire technique 80% ;
- o Prix des prestations au regard du coût horaire figurant dans l'acte d'engagement 20% ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des lots 3 et 5 étaient les suivants et pondérés de la manière suivante :

- o Valeur technique au regard du mémoire technique 80% ;
- o Prix des prestations au regard du totale H.T du D.Q.E 20% ;

- que les lots 5 et 6 ont été déclarés sans suite.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché V0D0023AJ de Prestations de Conseil Juridique et Représentations Juridiques :

- pour le lot 1 à la SCP CGCB présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **120 € HT** ;

- pour le lot 2 au groupement Cabinet JPH MENEAU / SCP VEDESI présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **100 € HT** ;

- pour le lot 3 à la SCP CGCB présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères :

- o pour un coût horaire :
 - de 120 € HT pour les consultations juridiques ;
 - de 120 € HT pour les écritures lors de représentations en justice ;
 - et de 120 € HT pour les réunions d'expertise, réunions en mairie et audiences ;
- o pour un coût forfaitaire :
 - de 1 000 € H.T. pour les écritures et représentations à l'audience de la Ville dans le cadre d'assignations pour les procédures d'exécutions d'office ;
 - et de 1 500 € H.T. pour les écritures et représentations à l'audience de la Ville en tant que partie civile dans les dossiers d'urbanisme pénal ;

- pour le lot 4 au cabinet AARPI MB AVOCATS présentant l'offre jugée économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères, pour un coût horaire de **95 € HT** ;

Le marché prend effet dès sa notification. La durée de l'accord cadre est de 1 an sa notification, chacun de ces lots est reconductible 3 fois 1 an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, chapitre 920.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 FEV. 2021
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 18 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°G9D0010 - Achat
d'outillages et d'équipements de protection
individuelle, lot n°3 (équipements de protection
individuelle) - Avenant de transfert n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint Délégué aux Finances ;
- VU la décision n° 2019 / 598 attribuant le lot n°3 « équipements de protection individuelle » du marché « Achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle (n°G9D0010EM) » à l'entreprise LA CEVENOLE DE PROTECTION, pour le lot n°3, un montant minimum de 20 000 € HT pour une durée d'exécution de 1 an reconductible 3 fois 1 an ;

CONSIDERANT :

- qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 pour le lot 3 autorisant le transfert du titulaire actuel de ce marché vers le nouveau titulaire la société RG FRANCE,
- qu'à compter du 19 octobre 2020, le nouveau titulaire du contrat, la société RG FRANCE, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De signer cet avenant n°1 de transfert de raison sociale pour le lot 3.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 FEV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 FEV. 2021

Notifiée le :

15 FEV. 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'avenant de transfert n°1 au
marché n°G9D0010 " Achat d'outillages et
d'équipements de protection individuelle" - lot
n°4 (équipements de protection individuelle pour
le risque électrique) - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint Délégué aux Finances ;
- VU la décision n° 2019 / 598 attribuant le lot n° n°4 « Equipements de protection individuelle de risque électrique » du marché « Achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle (n°G9D0010EM) » à l'entreprise La CEVENOLE DE PROTECTION, pour un montant minimum de 3 000 € HT pour une durée d'exécution de 1 an reconductible 3 fois 1 an ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 pour le lot 4 autorisant le transfert du titulaire actuel de ce marché vers le nouveau titulaire la société RG FRANCE,

- qu'à compter du 19 octobre 2020, le nouveau titulaire du contrat, la société RG FRANCE, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De signer cet avenant n°1 de transfert de raison sociale pour le lot 4.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 FEV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 FEV. 2021
Notifiée le :

15 FEV. 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à un avenant n°1 de transfert au
 marché n°V9D0059EM "Achats de vêtements de
 travail" - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint Délégué au Maire dans le domaine des Finances ;
- VU la décision n°VD2020-393 attribuant le marché n°V9D0059EM « Achats de vêtement de travail » à l'entreprise La CEVENOLE DE PROTECTION, accord-cadre à bons de commande sans minimum et ni maximum, pour une période initiale d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par période successives de 1an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

CONSIDÉRANT :

- qu'il convient donc d'établir un avenant n°1 autorisant le transfert du titulaire actuel Cévenole de Protection vers le nouveau titulaire la société RG FRANCE,
- qu'à compter du 20 décembre 2020, le nouveau titulaire du contrat, la société RG FRANCE, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de cet avenant n°1 de transfert de raison sociale.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 FEV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 15 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

15 FEV. 2021



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la réfection des sols de la Place
royale du Peyrou - Autorisation de signature
d'avenant n°3 au marché n°5C000162851**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Boris BELLANGER, adjoint au Maire délégué au Quartier Centre et au Patrimoine historique ;
- VU la décision n°2016/0013 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre n°5C000162851 relatif à la réfection des sols de la place royale du Peyrou au groupement 1090 ARCHITECTES/ J-D. SCHAUER/ L. TAILLANDIER, pour un forfait provisoire de rémunération de 66 000 € HT et pour une durée prévisionnelle de 24 mois ;
- VU la décision n°VD2019-184 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n°5C000162851 ;
- VU la décision n°VD2020-248 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché n°5C000162851 ;

CONSIDÉRANT :

- que des travaux supplémentaires visant à répondre à des découvertes fortuites ou à des adaptations du projet en cours de chantier ont été commandés aux entreprises titulaires des marchés de travaux ;
- que ces travaux ont engendré une augmentation du volume financier de l'opération et un rallongement de sa durée de réalisation et donc un surcroît de travail pour la maîtrise d'œuvre ;
- qu'en application des mesures gouvernementales de lutte contre la propagation de l'épidémie de coronavirus COVID-19 l'exécution du chantier a été suspendue ;
- qu'il convient en conséquence de conclure l'avenant n°3 au marché n°5C000162851 visant à augmenter son montant de 7 895,66 € HT par application du taux de rémunération sur le volume des travaux supplémentaires, portant ainsi le montant total du marché à 91 368,29 € HT, et à augmenter sa durée de 1 mois, portant la durée totale d'exécution à 56 mois.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché de maîtrise d'œuvre n°5C000162851 relatif à la réfection des sols de la place royale du Peyrou avec groupement 1090 ARCHITECTES/ J-D. SCHAUER/ L. TAILLANDIER, d'un montant supplémentaire de 7 895,66 € HT, portant le nouveau montant du marché à 91 368,29 euros HT et d'une durée supplémentaire d'1 mois, portant la nouvelle durée du marché à 56 mois ;

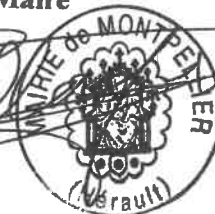
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la Ville de Montpellier, tout chapitre ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04/02/2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Boris BELLANGER



Publiée le : 05 FEV. 2021

Notifiée le :

05 FEV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention de mise à
disposition - Emprise parcelle SN n°27 propriété
de la Ville - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité de 25^{ème} Adjointe au Maire ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au « Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) a été désignée concessionnaire d'aménagement de la ZAC Cambacérès par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que par délibération du 30 novembre 2020, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la cession à la SA3M des emprises nécessaires aux travaux d'aménagement de la ZAC 1, dont une de 4 169 m² à prendre sur la parcelle SN n°27, le solde de la parcelle restant la propriété de la Ville ;
- que la SA3M a sollicité la Ville pour occuper l'emprise de la parcelle SN n°27 restant sa propriété, afin de faciliter l'exécution des chantiers de construction de la ZAC 1 par la réalisation d'une voie de chantier et l'installation de bases de vie de chantier, pour trois ans maximum.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De conclure avec la SA3M une convention de mise à disposition pour l'emprise de la parcelle SN n°27 restant la propriété de la Ville, pour une durée d'un an, renouvelable de façon tacite deux fois par période successive d'un an, à compter du 1^{er} février 2021, moyennant un loyer annuel de 16 799,12 € ;

ARTICLE 2 : De dire que les recettes seront imputées sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 FEV. 2021

Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 11 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

11 FEV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au contrat de colocation - 110
avenue de Toulouse - Avenant n°3 - Autorisation
de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au « Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier représentée par son mandataire, la société Icade Property Management, a conclu un contrat de colocation le 16 juillet 2015 avec M. Noé DAVID, M. Joris CATHALA et Mme Camille ROSA, portant sur le logement situé 110 avenue de Toulouse, propriété de la Ville de Montpellier ;
- que par avenant du 10 avril 2017, M. Joris CATHALA et Mme Camille ROSA ont été remplacés par M. Karle MOUSAVOU-PAMBOU ;
- que par avenant n°2 du 1^{er} mai 2019, M. Noé DAVID a été remplacé par M. Erwann SUARD ;
- que le 20 mai 2020, M. Erwann SUARD a délivré congé, ce dernier ayant pris effet le 20 juin 2020 ;
- que M. Axel PERNEY, né le 2 septembre 1986 à Paris 14^{ème}, propose de succéder à M. Erwann SUARD.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De signer un 3^{ème} avenant au contrat de location pour logement du 110 avenue de Toulouse avec Messieurs Karle MOUSAVOU-PAMBOU et Axel PERNEY ;

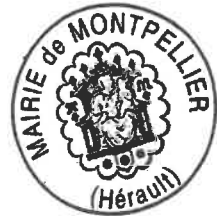
ARTICLE 2 : D'imputer les recettes sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 FEV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : 11 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

11 FEV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Cohésion Sociale

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone
des Villes Amies des Aînés et à l'engagement
auprès du Réseau Mondial des villes et
communautés amies des aînés auprès de
l'organisation Mondiale de la Santé - Année 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Nicole MARIN-KHOURY, déléguée aux quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et aux Séniors ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux réseaux et associations dont elle est membre ;
- VU la délibération V2020-039 du 30 juillet 2020, relative à la signature de la charte du Réseau Francophone Ville Amie des Aînés et à l'engagement auprès du Réseau Mondial des villes et des communautés amies des aînés auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé

Considérant :

- Que Montpellier, par son tissu associatif et ses nombreux partenariats, en particulier avec l'Université et le CHU, est un acteur majeur de la prévention santé et de l'innovation sociale pour le bien-vivre et le bien vieillir. Avec son CCAS, Montpellier offre une politique globale d'accompagnement du vieillissement en luttant contre l'isolement et en prévenant la perte d'autonomie quel que soit l'âge.
- Que Montpellier souhaite poursuivre la démarche participative auprès de l'OMS et du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA) ;
- Que le RFVAA accompagne les collectivités à la mise en œuvre de leur projet et valorise leurs initiatives, avec l'objectif de faciliter les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre les adhérents et créer ainsi les conditions d'une meilleure adaptation des territoires aux aînés, en particulier en favorisant le vieillissement des habitants ;

Décide en conséquence :

Article 1 : De renouveler l'adhésion de la ville pour l'année 2021 au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés et l'inscription au Réseau Mondial des villes et des communautés amies des aînés auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Article 2 : De dire que la dépense sera de 1 300 € et sera versée au chapitre 934.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le - 8 MARS 2021
Madame l'Adjointe au Maire



Nicole MARIN-KHOURY



Publiée le : - 5 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel - ALATI Robert"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en oeuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, première Adjointe au Maire, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

CONSIDÉRANT :

- l'avis d'audience à victime du Tribunal correctionnel de Montpellier reçu le 8 octobre 2020 relatif à l'exécution de travaux ou d'utilisation de sol en méconnaissance des dispositions du Plan Local d'Urbanisme par Monsieur Robert ALATI au 425, chemin de Montmaur ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour défendre ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier suite à l'avis d'audience reçu le 8 octobre 2020 dans la procédure Parquet n° 17310000214 concernant l'exécution de travaux ou d'utilisation de sol en méconnaissance des dispositions du Plan Local d'Urbanisme par Monsieur Robert ALATI .

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-GOSTE



Publiée le : 19 JAN. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Tribunal Correctionnel - GALVANY Anthony"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe au Maire déléguée à la Ville Educative, Réussite Scolaire et à l'Administration Générale ;

CONSIDÉRANT :

- l'avis d'audience à victime du Tribunal correctionnel de Montpellier reçu le 8 octobre 2020 relatif à l'exécution de travaux ou d'utilisation de sol en méconnaissance des dispositions du Plan Local d'Urbanisme par Anthony GALVANY, Enzo GALVANY et Soraya MESSAOUDENE sur les parcelles cadastrées PK n°1,2,3 et 10 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier .

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier suite à l'avis d'audience reçu le 8 octobre 2020 dans la procédure Parquet n° 1532700027 concernant l'exécution de travaux ou d'utilisation de sol en méconnaissance des dispositions du Plan Local d'Urbanisme par Anthony GALVANY, Enzo GALVANY et Soraya MESSAOUDENE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JAN. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 19 JAN. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°V0D0010PA -
Achat de denrées alimentaires - Cuisine Centrale
des Restaurants Scolaires**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil municipal, relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART, Adjointe déléguée à la « Politique alimentaire et à l'agriculture urbaine » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits dans les restaurants scolaires des écoles Montpelliéraines ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre sans minimum et maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publiques et composé de 14 lots, pour une durée de 1 an reconductibles 3 fois un an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique, de l'échantillonnage, des fiches techniques et de la fiche évaluation des fournisseurs 80%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif 20% ;

- que le lot n°2 déclaré infructueux sera relancé ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance 15/12/2020 a classé et choisi les entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses de la façon suivante :

LOTS	DESIGNATION	NOM DE L'ENTREPRISE / ADRESSE
1	BASE DE FOND DE SAUCE DESHYDRATEE OU LIQUIDE	PRO A PRO ZA Clesud – rue du Compte de la Pérouse BP 49 – 13142 MIRAMAS CEDEX
2	FRUITS SECHES	LOT DECLARE INFRUCTUEUX
3	MELANGES DE CRUDITES 4 ^{ème} GAMME BIO	AGRIVIVA SN 371 Avenue du Marché Gare 34070 MONTPELLIER
4	ABRICOTS	SICA DU CAROUX Route de Saint-Pons 34600 VILLEMAGNE
5	CERISES	
6	FRAISES	
7	KIWIS	
8	PECHES / NECTARINES	
9	PASTEQUES SANS PEPINS	
10	POIRES	
11	PRUNES	
12	RAISINS	
13	FRUITS DE 4 ^{ème} GAMME	AGRIVIVA SN 371 Avenue du Marché Gare 34070 MONTPELLIER
14	FROMAGES FRAIS BIO	NATURDIS 57 bd Marcel Pagnol – BP23177 06131 GRASSE CEDEX

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer les marchés aux entreprises suivantes pour les montants sans minimum sans maximum :

LOTS	DESIGNATION	NOM DE L'ENTREPRISE
1	BASE DE FOND DE SAUCE DESHYDRATEE OU LIQUIDE	PRO A PRO
2	FRUITS SECHES	LOT DECLARE INFRUCTUEUX
3	MELANGES DE CRUDITES 4 ^{ème} GAMME BIO	AGRIVIVA SN
4	ABRICOTS	SICA DU CAROUX
5	CERISES	
6	FRAISES	
7	KIWIS	
8	PECHES/NECTARINES	
9	PASTEQUES SANS PEPINS	

10	POIRES	
11	PRUNES	
12	RAISINS	
13	FRUITS DE 4 ^{ème} GAMME	AGRIVIVA SN
14	FROMAGES FRAIS BIO	NATURDIS

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

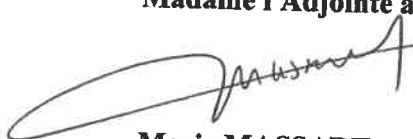
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 FEV. 2021

Madame l'Adjointe au Maire



Marie MASSART



Publiée le : 05 FEV. 2021

Notifiée le :

05 FEV. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°V0B0077PA de
location de véhicules avec conducteur pour la
distribution des restaurants scolaires de la Ville
de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie Massart dans le domaine de la politique alimentaire et de l'agriculture urbaine;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier a décidé de lancer un marché de location de véhicules avec conducteur pour la distribution des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire.;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - qualité 70%
 - prix 30%
- qu'une procédure de négociation a été engagée avec le candidat ayant remis une offre ;
- qu'après analyse, l'entreprise URBY EVOL MONTPELLIER – 900 rue de l'industrie 34070 Montpellier présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de location de véhicules avec conducteur pour la distribution des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier à l'entreprise URBV EVOL MONTPELLIER pour un montant de 89 900 € HT.

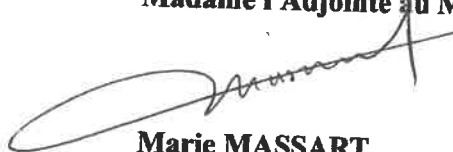
Le marché prend effet à compter de la date de sa notification. Sa durée est de 2 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché) et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 FEV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire



Marie MASSART



Publiée le : 05 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : Réception en Préfecture :

05 FEV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative aux Travaux de remise en état
des bâtiments communaux de la Ville - Local de
l'association "CODES 34" - Opérations
programmées pour l'année 2021 - Demande
d'autorisation d'urbanisme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° V2020-005-alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que, dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2021, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux. Dans cet objectif, il est prévu d'effectuer des travaux de réfection des bâtiments dont elle est propriétaire.
- Que le local de l'association « CODES 34 », sise 54 chemin de Moularès, Résidence Dom Bosco nécessite des travaux de menuiseries : pose de châssis coulissants en aluminium et doubles vitrages, avec allèges et impostes fixes. Les grilles de défense seront repeintes. Le montant estimé de ces travaux est de 35 000 € T.T.C.
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, la demande d'autorisation d'urbanisme nécessaire, déclaration préalable, pour la réalisation des travaux précités.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés.

Article 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget 2021 de la Ville de Montpellier.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 FEV. 2021**
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès SAURAT



Publiée le : **11 FEV. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

11 FEV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n° V0C0003ST -
“Actions de soutiens aux populations et supports
techniques aux actions communales de
sauvegarde de la Ville de Montpellier” - Avenant
n° 1 et Modification de la Décision n° VD2020-326
- Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du 4 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Sébastien COTE en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté portant délégation à Monsieur Sébastien COTE dans le domaine « Protection de la population, Tranquillité publique et Affaires militaires » ;
- VU la Décision n° 2020-326 en date du 22 septembre 2020 attribuant le marché mixte du lot n° 1 : Mesures de soutien d'urgence aux actions de sauvegarde et d'encadrement bénévole à la délégation territoriale de l'Hérault de la Croix Rouge Française sise 9 Rue Gaston Planté – 34790 Grabels sous la forme d'une part d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum de 130 000,00 Euros H.T. et d'autre part pour un montant de 35 200,00 Euros H.T. sur la partie de la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) pour la durée totale du marché de 48 mois.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de passer un avenant consistant à modifier dans l'article 4 de l'acte d'engagement le mot « annuel » par « pour la durée totale » dans la phrase suivante : « *Les prestations de gestion des stocks seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire annuel pour la durée totale du marché* ».
- En conséquence, le montant total à retenir est bien de 8 800 Euros H.T sur les 48 mois du marché.
- Qu'il est nécessaire de modifier la décision n° VD2020-326 ; qui attribuait le marché n° V0C0003ST, lot 1 susmentionné à la délégation territoriale de l'Hérault de la Croix Rouge Française sous la forme d'une part d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum de 130 000,00 Euros H.T. et d'autre part pour un montant de 35 200,00 euros H.T. sur la partie de la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) pour la durée totale du marché de 48 mois, sur les éléments suivants :
- Le marché n° V0C0003ST lot 1 susmentionné est attribué à la délégation territoriale de l'Hérault de la Croix Rouge Française sous la forme d'une part d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum de 130 000,00 Euros H.T. et d'autre part pour un montant de 8 800,00 Euros H.T. sur la partie de la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) pour la durée totale du marché de 48 mois.

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de l'Avenant au marché du lot n° 1 : Mesures de soutien d'urgence aux actions de sauvegarde et d'encadrement bénévole et de modifier la décision d'attribution n°VD2020-326 sur l'aspect financier relatif au montant forfaitaire s'élevant à 8 800 € H.T sur 48 mois ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier - Chapitre : 931 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **03 FEV. 2021**

Monsieur l'Adjoint au Maire


Sébastien COTE



Publiée le : 04 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

04 FEV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2003136
TA - SAS ECONOMA"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la réussite scolaire et l'Administration Générale » ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°2003136-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 juillet 2020 par la SAS ECONOMA contre l'arrêté du 29 juin 2020 par lequel la Commune de Montpellier a décidé qu'à compter du mercredi 1^{er} juillet 2020 et jusqu'au vendredi 30 octobre 2020, les établissements de vente de produits sur place ou à emporter composés d'aliments assemblés ou préparés et les épiceries de nuit devront être fermés entre 1 heure et 6 heures du matin ;
 - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003136-5 par la SAS ECONOMA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

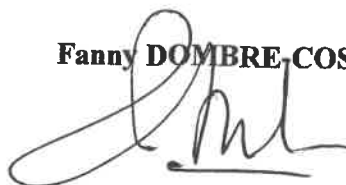
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2003290-5
SARL NEW LIFE"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle D'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, de la réussite scolaire et de l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2003290-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 juillet 2020 par la SARL New Life contre l'arrêté du 29 juin 2020 aux termes duquel Monsieur le Maire de Montpellier a prononcé en application des dispositions de l'article L2212-2 du Code Général des Collectivités territoriales, la fermeture de l'établissement Epicerie by Night située au 18 route de Lodève à Montpellier entre 1h00 et 6h00 du matin à compter du 1^{er} juillet 2020 et jusqu'au 30 octobre 2020.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003290-5 par la SARL NEW LIFE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

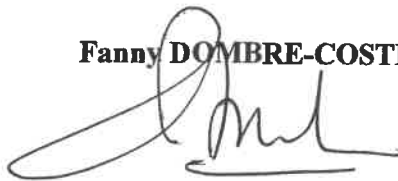
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

décision d'ester en justice "requête n°2003352-2
TA - Stéphane VILLANOVA"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la réussite scolaire et l'Administration Générale » ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°2003352-2 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 30 juillet 2020 par Monsieur Stéphane VILLANOVA contre le titre de perception n°98498 émis le 30 octobre 2019 relatif au paiement d'une taxe d'aménagement et amende sur taxation d'office pour un montant de 21 492 euros et contre le titre de perception n°98499 émis le 30 octobre 2020 relatif au paiement d'une redevance d'archéologie préventive et amende sur taxation d'office pour un montant de 1 177 euros ;
 - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003352-2 par Monsieur Stéphane VILLANOVA.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

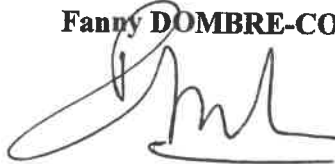
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au marché n°V0B0072PA
d'entretien préventif et curatif du matériel de
restauration collective et de buanderie - Lots 1, 2,
3 et 4 - Attributions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART dans les domaines de la « Politique alimentaire et de l'agriculture urbaine » ;

CONSIDÉRANT :

- que plusieurs services de la Ville utilisent dans leurs établissements du matériel professionnel ou électroménager tels que fours, sauteuses, armoires frigorifiques, lave-vaisselle, lave-linge, sèche-linge, etc...;
- que ces matériels doivent être entretenus de manière préventive et curative afin d'assurer la continuité du service public à la Cuisine Centrale, dans les restaurants scolaires, les écoles, les crèches et le parc de Lunaret ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans montants minimum et composé de 4 lots, en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé, pour une durée de 1 an non reconductible :

LOT 1 - ENTRETIEN DES MATERIELS PROFESSIONNELS DE RESTAURATION COLLECTIVE DE LA CUISINE CENTRALE - MONTANT MAXI : 22 000 € HT/AN
LOT 2 - ENTRETIEN DES MATERIELS PROFESSIONNELS DE RESTAURATION COLLECTIVE DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES - MONTANT MAXI : 37 000 € HT/AN
LOT 3 - ENTRETIEN DES MATERIELS PROFESSIONNELS DE RESTAURATION COLLECTIVE DANS LES CRECHES ET HALTE-GARDERIES - MONTANT MAXI : 18 000 € HT/AN
LOT 4 - ENTRETIEN DES MATERIELS ELECTROMENAGERS DE CUISINE ET DE BUANDERIE DES ECOLES, DES CRECHES ET DU PARC DE LUNARET - MONTANT MAXI : 12 000 € HT/AN

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SALAGER SERRA, présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour les 4 lots.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer les 4 lots du marché d'entretien préventif et curatif du matériel de restauration collective et de buanderie à l'entreprise SALAGER SERRA, 8, ZA Les Baronnes, 34730 Prades-le-Lez :

LOTS	CANDIDATS RETENUS
LOT 1 - ENTRETIEN DES MATERIELS PROFESSIONNELS DE RESTAURATION COLLECTIVE DE LA CUISINE CENTRALE - MONTANT MAXI : 22 000 € HT/AN	SALAGER-SERRA
LOT 2 - ENTRETIEN DES MATERIELS PROFESSIONNELS DE RESTAURATION COLLECTIVE DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES - MONTANT MAXI : 37 000 € HT/AN	SALAGER-SERRA
LOT 3 - ENTRETIEN DES MATERIELS PROFESSIONNELS DE RESTAURATION COLLECTIVE DANS LES CRECHES ET HALTE-GARDERIES - MONTANT MAXI : 18 000 € HT/AN	SALAGER-SERRA
LOT 4 - ENTRETIEN DES MATERIELS ELECTROMENAGERS DE CUISINE ET DE BUANDERIE DES ECOLES, DES CRECHES ET DU PARC DE LUNARET - MONTANT MAXI : 12 000 € HT/AN	SALAGER-SERRA

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an non reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 FEV. 2021
Madame l'Adjointe au Maire


Marie MASSART



Publiée le : 05 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

05 FEV. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2003267-1
TA -Philippe LAGET"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2003267-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 juillet 2020 par Monsieur Philippe LAGET contre l'arrêté de Permis de construire n°34172 19 V0194 du 16 janvier 2020 délivré à Madame Magali LEFEVRE pour la surélévation d'un immeuble rue Isidore GIRARD ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003267-1 par Monsieur Philippe LAGET.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2003786-4
- SARL TGT"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2003786-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 août 2020 par la SARL TGT tendant à l'annulation de la décision de la ville de Montpellier refusant l'extension de La terrasse de la SARL pour le fonds de commerce "le jardin enchanté" situé 3 place Castellane ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003786-4 par la SARL TGT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

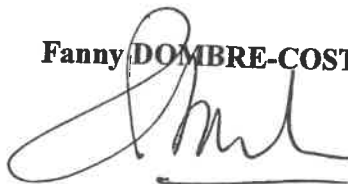
ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°20MA3903
CAA - SCI SCALEO"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°20MA3903 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 7 septembre 2020 par la SCI SCALEO contre le jugement du Tribunal Administratif n°1802671 du 15 juillet 2020 rejetant le recours en annulation formé contre l'arrêté du 23 janvier 2018 n°PC3417215V0267M01 par lequel le Maire de Montpellier a rejeté la demande de permis de construire modificatif déposée par la SCI SCALEO au 107 rue Joe Dassin ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA3903 par la SCI SCALEO.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2003903-3
TA - Ressources Humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2003903-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 septembre 2020 contre la décision de la commune de Montpellier du 7 juillet 2020 par laquelle cette dernière a refusé de prendre en charge le protocole de soins prescrits à Madame Viviane GREL le 20 mars 2020 pour une période comprise entre le 1^{er} juillet 2020 et le 1^{er} juillet 2022 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003903-3 par Madame Viviane GREL.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats AARPI MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 04 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Communal Hygiène Santé

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative marché n°V0B0070ST - Plan de
lutte intégrée contre les nuisibles - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à, Monsieur Sébastien COTE 8^{ème} Adjoint délégué à la « Protection de la Population, à la Tranquillité Publique et aux Affaires Militaires » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder aux prestations de lutte intégrée contre les nuisibles sur le domaine public de la ville, les bâtiments communaux (écoles, halte-garderie, offices) et la Cuisine Centrale ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R 2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire de services pour une durée de 11 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants et :
 - ° valeur technique 60%
 - ° montant des prestations 40%
- qu'après analyse, l'entreprise ANTIGONE SERVICE, PA LA GARRIGUE, BP21, 34171 Castelnau-le-Lez, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché Plan de lutte intégrée contre les nuisibles à l'entreprise ANTIGONE SERVICE, pour un montant minimum de 20 000 € HT et maximum de 88 000 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 11 mois, sans reconduction.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché V0B0070ST et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 FEV. 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire



Sébastien COTE



Publiée le : 10 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2004323-5
TA - Yohann SALACROUP"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2004323-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Yohann SALACROUP le 1^{er} octobre 2020 contre la délibération du Conseil Municipal de Montpellier du 30 juillet 2020 attribuant une subvention de 15 000 euros à l'association SOS Méditerranée.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004323-5 par Monsieur Yohan SALACROUP.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats SCP CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 MARS 2021
Monsieur le Maire

Michael DELAFOSSE


Publiée le : 09 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°17MA010506 CAA - René SCHWARZ"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la décision de renvoi n°422483 du Conseil d'Etat à la Cour Administrative d'Appel de Marseille sous l'instance 20MA03837 de la décision n°17MA01506 rendue par cette même juridiction le 23 mai 2018 refusant d'annuler le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1503013 du 7 février 2017 qui a refusé d'annuler, à la demande de Monsieur René SCWARZ, l'arrêté du Préfet de l'Hérault n°2015/0049 du 11 mars 2015 fixant la liste des communes et des établissements publics de coopération signataires d'un projet éducatif territorial ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'instance n°20MA03837.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 04 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2004530-2
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2004530-3 du 13 octobre 2020 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Eric MARMOTAN contre le refus implicite de la commune de Montpellier opposé à sa demande de rupture conventionnelle formée par courrier du 15 juin 2020, réceptionné le 17 juin 2020 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004530-3 par Monsieur Eric MARMOTAN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats AARPI MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 04 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'adhésion obligatoire aux
réseaux professionnels des parcs zoologiques -
Exercice 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier, notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;
- VU la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

CONSIDÉRANT :

- que le Parc de Lunaret, pour assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale, se doit d'adhérer aux réseaux professionnels des parcs zoologiques au niveau français et européen ;
- que les parcs zoologiques sont encouragés à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées ;
- que le Parc de Lunaret participe aux Programmes Européens d'Élevage (E.E.P), Studbooks Européens (E.S.B) et Studbooks Internationaux (I.S.B) mis en place par l'European Association of Zoos and Aquarias (EAZA), qui développe des partenariats d'élevage et d'échanges d'espèces animales menacées ;
- que l'adhésion à cette association et l'implication dans ces programmes d'élevage est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc dans sa mission de conservation et de recherche scientifique ;

- que cette mission, qui devait faire l'objet en 2020 d'une inspection de l'EAZA en vue de renouveler l'accréditation du zoo, a été reportée en 2021 du fait de la crise sanitaire liée à la COVID 19 ;

- que ce programme d'accréditation offre un cadre pour valider les efforts et résultats issus des bonnes pratiques professionnelles et ce pour une durée de 10 ans. Les frais liés à cette inspection sont à la charge du Parc et inscrits dans le montant de la cotisation demandée en 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 : de renouveler son adhésion aux associations de conservation des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels de parcs zoologiques ;

ARTICLE 2 : de fixer le montant des cotisations pour l'exercice 2021 de la manière suivante :

Nom des organismes	Montant en euros TTC
AFVPZ : Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	70
AFDPZ : Association Française des Parcs Zoologiques	3250
EAZWV Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage	550
EAZA : European Association of Zoos and Aquarias + INSPECTION	5884
SPECIES 360 : International Species Informations Systems-ONG internationale	2000
IFAP-identification de faune sauvage	300
Ordre national des vétérinaires	1005.30
Oiseau Club de Palavas	60
Total adhésions renouvelées	13 119,30

ARTICLE 3 : D'inscrire la dépense sur le Budget 2021 de la Direction du Parc de Lunaret de la Ville de Montpellier, chapitre 933 (fonctionnement)/chapitre 903 (investissement).

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 MARS 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire


Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : 15 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative aux cessions et réformes des
véhicules et matériels de la Ville de Montpellier -
Autorisations

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, jusqu'à 4 600 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux finances ;

CONSIDÉRANT :

- que la Commission de Réforme du 27 janvier 2021 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession de matériels et de véhicules ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service Parc Auto (D.M.G.B.), il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du Service Relation Utilisateurs (D.S.I.), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels de la Cuisine Centrale (D.P.A.), il convient de réformer ces matériels dont les photos sont jointes en annexe, il convient donc de vendre la ferraille pour métaux ferres n° EWC 170405, n° de contrat PCO201001919, quantité 5.360 T, à GDE SA-GDE MONTPELLIER, chemin Engarran, 34880 LAVERUNE ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de 2 autos laveuses du Service Maison Pour Tous (D.P.C.), il convient donc de réformer ces matériels :

- 1 Auto laveuse NUMATIC INTERNATIONAL
- 1 Auto laveuse FLOOR S.R.L. ALBIGNASEGO (PD) ITALY

Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 50 euros par machine.

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels, du Service Ressource Commune (D.S.T.P.), il convient de céder cette fontaine à eau dont les photos sont jointes en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 50 euros ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels, du Service Servie Animalier (ZOO DE LUNARET) il convient de céder ce fusils carabine de chasse dont le récépissé de déclaration d'acquisition ainsi que la facture sont joints en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 400 euros ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels, du Service technique (ZOO DE LUNARET), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 50 euros par machine. Les autres machines seront conservées pour pièces ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels, du Service des Sports (D.J.S.) il convient de réformer 2 autos laveuses :

- 1 auto laveuse / NOMATIC TV 5565 / 200T (série : 130716825) date d'achat 2007
- 1 auto laveuse / NOMATIC B 6552 / 200ST (série : 063214353) date d'achat 2006

Ce type de matériel n'est plus conforme aux normes de sécurité, il convient donc de les mettre au rebut ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service entretien (D.T.M.), il convient de céder ces 8 machines électroportatives dont les photos sont jointes en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 10 euros par machine ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service Energie (D.E.M.T.), il convient de céder ces 2 groupes froids dont les photos sont jointes en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 50 euros par machine ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du Service CMG (D.E.M.T.), il convient de céder cette balayeuse KARCHER 690 KSM dont les photos sont jointes en annexe. Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ est de 50 euros.

D E C I D E

ARTICLE 1 :

- d'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités ;
- d'autoriser la vente au enchère des véhicules du Service Parc Auto de la DMGB par l'organisme Centre 113 ;
- d'autoriser le recyclage du matériel du Service Relation Utilisateurs de la DSI par l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement ;
- d'autoriser la vente de ferraille pour métaux ferres de la Cuisine Centrale de la DPA par GDE- SA-GDE MONTPELLIER ;
- d'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service des Maisons pour tous de la DPC, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;

- d'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Ressource Commune de la DSTP, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;
- d'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Animalier du ZOO DE LUNARET, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;
- d'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service technique du ZOO DE LUNARET, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;
- d'autoriser la mise en rebut du matériel du Service des Sports de la DJS ;
- d'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service entretien de la DTM, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;
- d'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service Energie de la DEMA, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;
- d'autoriser la vente aux enchères du matériel du Service CGM de la DEMA, par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE ;

ARTICLE 2 : de dire que les recettes seront imputées sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 7788 et 775 tous chapitres ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 FEV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 19 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2004786-5
TA - Association la Ville où le soleil ne se couche
jamais"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2004786-5 du 26 octobre 2020 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'Association la Ville où le soleil ne se couche jamais contre l'arrêté du 27 août 2020 et précisément les articles 2 et suivants aux termes desquels la commune a décidé d'interdire la vente de toutes boissons alcoolisées par les titulaires de « licence à emporter » de 22 heures à 6 heures sur le territoire de la Ville de Montpellier et enjoint aux exploitants de prendre toutes mesures utiles visant à mettre hors de portée de la clientèle l'intégralité des boissons alcoolisées pendant ces horaires ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004786-5 par l'Association la Ville où le soleil ne se couche jamais.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 04 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête
n°20MA01064 CAA - NACCACHE Philippe"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°20MA01064 près la Cour Administrative de Marseille déposée le 2 mars 2020 par Monsieur Philippe NACCACHE tendant à l'annulation du jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1805467 du 30 décembre 2019 refusant d'ordonner au Maire de Montpellier de dresser un procès-verbal des infractions aux règles d'urbanisme commises par la SARL SAINTE MARGUERITE sur le site de l'ancienne clinique Saint Roch ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA01064 par Monsieur Philippe NACCACHE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 04 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2004689-
1TA- DEFRANCESCHI Gérald"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n° 2004689-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 octobre 2020 par Monsieur DEFRANCESCHI Gérald contre l'arrêté n° PC 3417220V0005 du 18 juin 2020 autorisant la construction d'un immeuble avenue Major de Flandre au profit de Bouygues immobilier SAS ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004689-1 par Monsieur DEFRANCESCHI Géraud.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats SCP CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 04 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2004750-1
- Ruddy GOUNEL"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2004750-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 octobre 2020 par Monsieur Ruddy GOUNEL contre l'arrêté n° PC3417219V0218 en date du 27 février 2020 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SCI les Jardins de Bionne au 1225 rue de Bionne ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004750-1 par Monsieur Rudy GOUNEL.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe


Fanny DOMBRE COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2004810-1
TA - Henri BARDI"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2004810-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 octobre 2020 par Monsieur Henri BARDIE contre l'arrêté n° DP 34172 20 M0984 en date du 04 septembre 2020 par lequel le Maire de la commune de Montpellier ne s'est pas opposé à la déclaration préalable délivrée à Monsieur ARMENGOL Bruno pour la construction d'un garage à vélo au 140 impasse des Violettes ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la Ville de Montpellier à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2004810-1 par Monsieur Henri Bardie.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats SCP CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête
n°20MA04028 CAA - Alain SCHEUER"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°20MA04028 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Monsieur Alain SCHEUER contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1900106-4 et 1900039-4 du 17 septembre 2020 refusant de résilier le bail emphytéotique passé entre la commune et la SCI MEDITERRANNE CASTELLANE ;
 - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille dans l'instance n°20MA04028.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP CGCB.

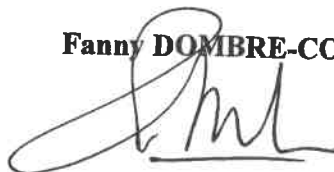
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2005150-5
TA - Association de Défense des Cirques de
Famille"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2005150-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 novembre 2020 par l'Association de Défense des Cirques de famille contre la délibération V2020-166 du 5 octobre 2020 par laquelle le Conseil Municipal a décidé que la Ville de Montpellier en l'attente d'une réglementation nationale utilise toutes les compétences à sa disposition pour interdire la venue des cirques avec animaux sur son territoire ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête n°2100388-1 -
Société Bouygues Télécom"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête en référé suspension n°2100388-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 janvier 2021 par la Société Bouygues Télécom contre l'arrêté municipal du 25 juin 2020 par lequel le Maire de la commune de MONTPELLIER s'est opposé à la réalisation des travaux objet de la déclaration préalable DP n°34172 20M0559 déposée auprès de ses services le 12 juin 2020, ensemble la décision rejetant le recours gracieux en date du 26 octobre 2020 et ce, en vue de l'installation d'équipements de radiotéléphonie mobile sur un terrain sis 500 Avenue de Vanières, à Montpellier ;
 - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé suspension n°2100388-1 le 27 janvier 2021 par la Société Bouygues Télécom ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 FEV. 2021**
Madame la Première Adjointe


Fanny DOMBRE COSTE



Publiée le : 05 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

05 FEV. 2021



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la rénovation thermique des
bâtiments scolaires : travaux de menuiserie (1ère
tranche) - Demande d'autorisation d'urbanisme -
Demande de subventions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 -ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention -alinéa 25 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville éducative, la Réussite scolaire et l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique et afin d'améliorer le confort thermique dans les établissements scolaires, la ville de Montpellier envisage des travaux de menuiseries dans les écoles ;
- Que ces travaux consistent au remplacements de menuiseries vétustes par des menuiseries étanches à double vitrage avec une 1^{ère} tranche dont la date de commencement est prévue en avril 2021 et la date d'achèvement en décembre 2021 ;

Les écoles concernées pour l'année 2021 sont les suivantes :

- Elémentaire Winston Churchill : 424, rue du Lavandin 34070 Montpellier
- Maternelle Nicolas Copernic : rue Pierre Nicolas 34080 Montpellier
- Elémentaire Marie Curie : 6, allée de Sophoras 34070 Montpellier
- Maternelle Marceline Desbordes-Valmore : 460, rue du Lavandin 34070 Montpellier
- Elémentaire Jean Moulin : 20, boulevard Mounié 34000 Montpellier
- Maternelle Sergueï Prokofiev : 85, avenue Alphonse Juin 34000 Montpellier

- Elémentaire Jean Sibelius : 120, rue de la Jalade 34090 Montpellier
- Elémentaire Baruch Spinoza : 88, rue Viollet le Duc 34070 Montpellier
- Elémentaire Jean Zay : 85, avenue Alphonse Juin 34000 Montpellier

- que ce projet dont le coût est estimé à 1 250 000 € HT nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

Le plan de financement pour cette opération est le suivant :

Cofinanceurs	Montant subventionnable HT du projet	Montant subvention demandée	Taux souhaité	Montant subvention obtenue	Taux obtenu
État : DSIL	1 250 000 €	375 000 €	30%		
État : Autre (à préciser)					
Conseil Régional					
Conseil Départemental					
Autres : (à préciser°)					
Total des aides publiques		375 000 €			

Montant restant à la charge de la collectivité : 875 000 € HT - Taux : 70 %.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services de l'Etat.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 16 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise en place de brises soleil
dans les écoles - Demande d'autorisation
d'urbanisme - Demande de subventions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 -ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention -alinéa 25 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Fanny DOMBRE-COSTE, déléguée à la Ville éducative, à la Réussite scolaire et à l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique et afin d'améliorer le confort thermique dans les établissements scolaires, la ville de Montpellier a décidé la mise en œuvre de brise-soleil dans 7 écoles pour une surface d'environ 9 900m², dont les établissements concernés sont les suivants :
 - Elémentaire Voltaire : Rue Henri Sellier, 34070 Montpellier
 - Elémentaire Giuseppe Garibaldi : 2 Place de Fontjun, 34070 Montpellier
 - Elémentaire Jean Moulin : 20, boulevard Mounié, 34000 Montpellier
 - Elémentaire Eugène Pottier : 120, rue de la Jalade, 34090 Montpellier
 - Elémentaire Paul Painlevé : 501, avenue de la Pompignane, 34000 Montpellier
 - Maternelle Geneviève Bon : 971, rue Paul Rimbaud, 34070 Montpellier
 - Maternelle Maria Callas : 843, rue de la Croix de Figuerolles, 34070 Montpellier
 - Elémentaire Baruch Spinoza : 110 Rue Viollet le Duc, 34070 Montpellier
- Que la date de commencement des travaux est prévue en avril 2021. L'achèvement est prévu en décembre 2021.

- Que ce projet dont le coût est estimé à **716 666 € HT** nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

Le plan de financement pour ces travaux est le suivant :

Cofinanceurs	Montant subventionnable HT du projet	Montant subvention demandée	Taux souhaité	Montant subvention obtenue	Taux obtenu
État : DSIL	716 666	215 000	30		
État : Autre (à préciser)					
Conseil Régional					
Conseil Départemental					
Autres : (à préciser)					
Total des aides publiques		215 000			

Montant restant à la charge de la collectivité : **501 666 € HT - Taux : 70%**

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;

ARTICLE 2 : de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services de l'Etat ;

ARTICLE 3 : de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902 ;

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 18 FEV. 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 02 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la rénovation des toitures des
bâtiments scolaires (1ère tranche) - Demande
d'autorisation d'urbanisme - Demande de
subventions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 -ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention -alinéa 25 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville éducative, la Réussite scolaire et l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique afin de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort thermique de son patrimoine, la ville de Montpellier a décidé de rénover les toitures avec renforcement de l'isolation des écoles concernées en 2021 sont les suivantes :

- Maternelle Jeanne d'Arc
- Elémentaire Joseph Delteil
- Maternelle Jean Cocteau
- Maternelle Marceline Desbordes-Valmore
- Maternelle Anatole France
- Elémentaire Jean Moulin
- Elémentaire Jules Simon

- que ce projet dont le coût est estimé à 833 333 € HT nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents avec une 1^{ère} tranche dont la date de commencement est prévue en avril 2021 et la date d'achèvement en décembre 2021.

Le plan de financement pour cette opération est le suivant :

Cofinanceurs	Montant subventionnable HT du projet	Montant subvention demandée	Taux souhaité	Montant subvention obtenue	Taux obtenu
État : DSIL	833 333 €	250 000 €	30 %		
État : Autre (à préciser)					
Conseil Régional					
Conseil Départemental					
Autres : (à préciser°)					
Total des aides publiques		250 000 €			

Montant restant à la charge de la collectivité : 583 333 € HT - Taux : 70 %.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services de l'Etat.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 16 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2005066-1
TA - Arnaud PEZET

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2005066-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 10 novembre 2020 par Monsieur Arnaud PEZET contre l'arrêté PC n°3417219V0254 en date du 30 mars 2020 délivré à la Société Hérault Logement pour la construction d'une résidence autonomie de 55 logements au 2005, rue Jacques Bounin ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 2005066-1 par Monsieur Arnaud PEZET.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la rénovation des façades avec
isolation extérieure sur l'école B. Albrecht (QPV
Lemasson) - Demande d'autorisation
d'urbanisme - Demande de subventions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 -ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention -alinéa 25 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville éducative, la Réussite scolaire et l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique afin de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort thermique de son patrimoine, la ville de Montpellier a décidé de rénover les façades de l'école maternelle Bertie Albrecht sise, 1 Place de Fontjun, 34070 Montpellier ;
- Que ces travaux consistent en la mise en œuvre d'une isolation par l'extérieur avec une première tranche à l'été 2021 dont la date de commencement est prévue en juin 2021 et la date d'achèvement en décembre 2021. Une 2^{ème} tranche est prévue l'été 2022 ;
- Que ce projet dont le coût est estimé à 200 000€ HT nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

Le plan de financement pour cette opération est le suivant :

Cofinanceurs	Montant subventionnable HT du projet	Montant subvention demandée	Taux souhaité	Montant subvention obtenue	Taux obtenu
État : DSIL	200 000	60 000	30		
État : Autre (à préciser)					
Conseil Régional					
Conseil Départemental					
Autres : (à préciser)					
Total des aides publiques		60 000			

Montant restant à la charge de la collectivité : 140 000€ HT - Taux : 70%

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents ;

ARTICLE 2 : de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services de l'Etat ;

ARTICLE 3 : de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902 ;

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 18 FEV. 2021

Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 02 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la réfection de la toiture du
pavillon Populaire - Demande d'autorisation
d'urbanisme - Demande de subventions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux -alinéa 26 -ainsi que celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention -alinéa 25 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Agnès ROBIN, déléguée à la Culture et à la Culture scientifique ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique afin de réduire les consommations énergétiques et d'améliorer le confort thermique de son patrimoine, la ville de Montpellier a décidé de rénover la toiture du Pavillon Populaire sise, Esplanade Charles-de-Gaulle 34000 Montpellier.
- Que les travaux de la toiture consistent à une réfection complète avec la mise en œuvre d'une isolation. La date de commencement des travaux est prévue en juin 2021. L'achèvement de cette opération est prévu en décembre 2021.
- Que ce projet dont le coût est estimé à 500 000 € HT nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

Le plan de financement pour cette opération est le suivant :

Cofinanceurs	Montant subventionnable HT du projet	Montant subvention demandée	Taux souhaité	Montant subvention obtenue	Taux obtenu
État : DSIL	500 000	150 000	30		
État : Autre (à préciser)					
Conseil Régional					
Conseil Départemental					
Autres : (à préciser°)					
Total des aides publiques		150 000			

Montant restant à la charge de la collectivité : 350 000 € HT - Taux : 70%

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

ARTICLE 2 : de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services de l'Etat.

ARTICLE 3 : de dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902.

ARTICLE 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 9.03.21
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 10 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

10 MARS 2021



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au renouvellement d'adhésion à
l'association Centre-Ville en Mouvement 2020 -
Cotisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'accord de subvention lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué aux Commerces de proximité, artisanat et tourisme ;

Considérant :

- Que le Conseil Municipal lors de sa séance du 19 septembre 2016 a validé l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation – Association Centre-Ville en Mouvement ;
- Que la Ville souhaite renouveler son adhésion en 2021 pour lui permettre de faire partie d'un réseau de collectivités et de bénéficier de ses ressources, rencontrer les acteurs de l'innovation et des spécialistes du centre-ville, de partager les meilleures expériences et les bonnes pratiques grâce à un forum sur une plateforme d'échanges, de participer à des visites de terrain en France et à l'Etranger, et enfin de valoriser ses actions auprès d'autres collectivités ;
- Que la cotisation d'adhésion pour l'exercice 2021 est de 2 000 € (non soumise à TVA)

Décide

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation - Association Centre- Ville en Mouvement pour l'exercice 2021.

ARTICLE 2 : D'accepter le versement à l'association de la cotisation, pour un montant de 2000 € HT.

ARTICLE 3 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2021 de la Ville, chapitre 935.

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le
Monsieur l'Adjoint au Maire

Roger-Yannick CHARTIER

02 MARS 2021



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°2005579-1
- Guillaume RENAC"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2005579-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 décembre 2020 par Monsieur Guillaume RENAC contre l'arrêté n° PC3417219V0315 du 4 mai 2020 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SCCV Jardin du Mas Miecamp pour la construction d'un immeuble de 18 logements 1053 av du Père Soulas ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005579-1 le 4 décembre 2020 par Monsieur Guillaume RENAC.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au confort thermique
désimperméabilisation/végétalisation des cours
d'écoles - Demande de subventions

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de du 4 juillet 2020 n° VD2020-005 de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention –alinéa 25 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans les domaines de la Ville éducative, la Réussite scolaire et l'Administration générale ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de sa politique pour lutter contre le changement climatique et afin d'améliorer le confort thermique dans les établissements scolaires, la ville de Montpellier a décidé de faire des espaces extérieurs de véritables îlots de fraîcheur par la végétalisation, la désimperméabilisation et l'ombrage des cours des écoles.
 - que le traitement des revêtements des cours consiste en la désimperméabilisation des sols.
- La date prévisionnelle du commencement des travaux des cours est prévue en avril 2021, l'achèvement est prévu en décembre 2021.

Les écoles concernées sont les suivantes :

Ecoles	Montant du projet
Elémentaire André Boulloche 255, rue de Bari 34080 Montpellier	95 000 € HT
Elémentaire Jean Mermoz 196, rue de la Croix du Sud 34000 Montpellier	20 000 € HT
Primaire Jeanne Moreau – Cour n°1 400 rue du 56ème régiment d'artillerie 34070 Montpellier	150 000 € HT
Elémentaire Voltaire 157, rue Henri Sellier 34070 Montpellier	150 000 € HT

Au total, le montant de ces projets s'élève à 415 000 € HT.

Le plan de financement pour ces 4 opérations est le suivant :

Cofinanceurs	Montant subventionnable HT du projet	Montant subvention demandée	Taux souhaité	Montant subvention obtenue	Taux obtenu
État : DSIL	415 000 €	124 500 €	30 %		
État : Autre (à préciser)					
Conseil Régional					
Conseil Départemental					
Autres : (à préciser)					
Total des aides publiques		124 500 €			

Montant restant à la charge de la collectivité : 290 500 € HT - Taux : 70 %.

DECIDE

ARTICLE 1 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services de l'Etat.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 05 MARS 2021
Madame la Première Adjointe


Fanny DOMERE-COSTE



Publiée le : 05 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

05 MARS 2021



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2005147-1
TA - Société Bouygues Télécom"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- La requête n°2005147-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 novembre 2020 par la Société Bouygues Télécom contre l'arrêté municipal du 25 juin 2020 par lequel le Maire de la commune de Montpellier s'est opposé à la réalisation de travaux objet de la déclaration préalable DP n°34 172 20 M0559 au 500 Avenue de Vannières ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005147-1 le 13 novembre 2020 par la Société Bouygues Télécom.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe



Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative renouvellement de cotisations à
des organismes nationaux pour l'année 2021 -
Autorisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe au Maire déléguée à la Culture et à la Culture scientifique;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le biais de cotisations ;
- Que, dans la thématique « Culture », la Ville souhaite renouveler son adhésion aux organismes suivants, au titre de l'exercice 2021 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant de la cotisation 2021
933	6281	Association des Archivistes Français	105 €
933	6281	Avenio utilisateurs	60 €
933	6281	ICA Conseil International des Archives	250 €
933	6281	Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai (AFCAE)	605 €
933	6281	Association des Cinémas et circuits itinérants du Languedoc-Roussillon (ACCILR)	200 €

933	6281	Agence pour le Cinéma Indépendant et sa Diffusion (ACID)	140 €
933	6281	Agence pour le Développement Régional du Cinéma (ADRC)	100 €
933	6281	Laboratoire des Médiations en Art Contemporain	100 €
933	6281	Collectif en jeux du réseau Occitanie en scène	3 000 €
933	6281	Occitanie en scène	20 €


Décide :

ARTICLE 1 : d'accepter le renouvellement des adhésions et le versement des cotisations aux organismes ci-dessus désignés, pour un montant global de 4 580 € au titre de l'exercice 2021 ;

ARTICLE 2 : d'imputer la dépense sur le budget principal de la Ville, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18.02.21
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 18 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête 2005808-1
TA - Catherine CEAS"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n° 2005808-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17 décembre 2020 par Madame Catherine CEAS contre l'arrêté n° PC 3417220V0005 du 18 juin 2020 autorisant la construction d'un immeuble avenue Major de Flandre au profit de Bouygues immobilier SAS ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005808-1 le 17 décembre 2020 par Madame Catherine CEAS.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2005904-1
TA - Naimi KHELIFI"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2005904-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 décembre 2020 par Monsieur Naimi KHELIFI contre l'arrêté n°PC3417220M0081 du 20 octobre 2020 par lequel le maire de la commune de Montpellier a autorisé la construction de 171 logements au 42 boulevard de Strasbourg au profit de la SCCV boulevard de Strasbourg ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005904-1 le 18 décembre 2020 par Monsieur Naimi KHELIFI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats SCP CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en Justice "Requête n°2005736-3
TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2005736-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 décembre 2020 par Madame Valérie GAYSSOT, agent de la Ville de Montpellier, contre la décision de la placer en congé de maladie ordinaire d'office depuis le 2 juin 2020, prise le 12 octobre 2020 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005736-3 le 12 décembre 2020 par Madame Valérie GAYSSOT

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à AARPI MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête TA
n°2006012-1 TA - PETIT Aurélien"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2006012-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 décembre 2020 par Monsieur Aurélien PETIT contre l'arrêté de non opposition à déclaration préalable n°DP 3417220M0876 du 2 novembre 2020 relatif à une division parcellaire sise au 205 rue de Château Bon au profit de l'indivision CHARRAS CLOS ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2006012-1 le 27 décembre 2020 par Monsieur Aurélien PETIT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP CGCB.

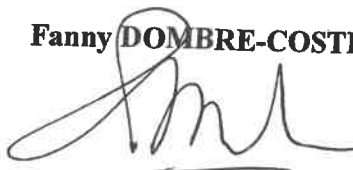
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Organisation Etudes Evaluation

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution du marché N°
V0B0065OE pour l'assistance à la maîtrise
d'ouvrage pour la définition du projet de mandat
de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances, Evaluation des politiques publiques et projet d'administration et Ressources humaines et dialogue social.

CONSIDERANT :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 6 mois reconductibles ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 70% ; Mémoire méthodologique. La note du critère valeur technique sera décomposée comme suit :
 - 10 points ==> référence du cabinet dans des domaines proches des besoins exprimés
 - 10 points ==> compétence (expérience + connaissance) des consultants qui mèneront le projet
 - 50 points ==> un mémoire méthodologique comprenant au minimum :
 - Une synthèse de votre compréhension et de votre valeur ajoutée
 - Une proposition de représentation du livrable attendu par la collectivité (points 1 à 6 du chapitre 2)
 - Une proposition méthodologique pour les points 1, 2 et 3 du chapitre 3.3 du cahier des charges

- Prix 30%
- qu'après analyse, l'entreprise Groupe ELAN, 20 bis, rue de la Loge, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la définition du projet de mandat de la Ville de Montpellier à l'entreprise Groupe ELAN, pour un montant de 80395 € HT ;
Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 6 mois reconductibles ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction Organisation Etudes Evaluation de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 FEV. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 19 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2005967-1
TA - M et Mme Franck DETRANCHANT"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2005967-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 décembre 2020 par Monsieur et Madame Franck DETRANCHANT contre l'arrêté PC n°34172 20 V0027 pris le 25 juin 2020 par l'Adjointe à l'Urbanisme autorisant la construction d'un immeuble de 16 logements et la démolition d'une villa située au 367 rue de la piscine au profit de la société Piermont Promotion ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005967-1 le 22 décembre 2020 par Monsieur et Madame Franck DETRANCHANT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête Tribunal
Correctionnel de Montpellier - AUTEROCHÉ et
Autres"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- CONSIDÉRANT :**
- l'avis d'audience à victime du Tribunal correctionnel de Montpellier reçu le 8 octobre 2020 relatif à la mise à disposition de locaux menaçant ruine situés au 7 rue Boussairolles ayant fait l'objet d'arrêtés municipaux de péril imminent par Monsieur AUTEROCHÉ Luc, Madame CHAUBET Noëlle, Messieurs GONZALES Thomas, CARRIERE Richard, ROLLAND Guillaume et LABORDE Michel ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier suite à l'avis d'audience reçu le 8 octobre 2020 dans la procédure Parquet n°1304200047 concernant la mise à disposition de locaux menaçant ruine situés au 7 rue Boussairolles ayant fait l'objet d'arrêtés municipaux de péril imminent.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 16 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 16 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2100420-3
- Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2100420-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Valérie GAYSSOT agent de la Ville de Montpellier contre le titre n°10209 d'un montant de 800 euros correspondant à une régularisation de rémunération ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2100420-3 par Madame Valérie GAYSSOT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats AARPI MB Avocats.

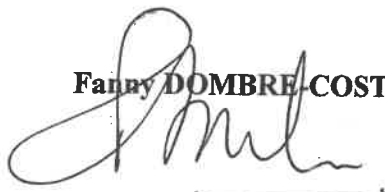
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'association "Un plus bio"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du conseil Municipal, relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité de 11^{ème} Adjointe au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie MASSART 11^{ème} Adjointe au Maire déléguée à la « Politique alimentaire, agriculture urbaine » ;
- VU la délibération n°V2020-119 du conseil Municipal du 5 octobre 2020, autorisant l'adhésion à l'association « Un plus Bio » pour l'année 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- que l'association « Un plus Bio » a pour objet de
 - favoriser l'accès de tous à une alimentation saine et équilibrée ;
 - éduquer la population à des comportements alimentaires plus vertueux pour la santé ;
 - concourir à l'échelle locale, nationale et internationale à la protection de la santé publique sur le plan de la prophylaxie en contribuant à l'éducation et à la protection sanitaire de la population ;
 - promouvoir des modèles de consommations alimentaires plus respectueux de la santé des populations et de l'environnement, notamment par la mobilisation des acteurs de territoire et le recours à l'alimentation biologique ;
 - élaborer des projets alimentaires liés à la restauration scolaire ;
- que la Ville de Montpellier s'engage dans une politique alimentaire ambitieuse pour ses restaurants scolaires qui rejoint les valeurs portées par l'association, notamment à travers son collège Collectivités Territoriales, Club des Territoires.

D E C I D E

ARTICLE 1 : de renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association « Un plus Bio » Club des Territoires pour 2021 ;

ARTICLE 2 : d'accepter le versement de la cotisation 2021 à l'association 'Un plus Bio » pour un montant de 3 752 € ;

ARTICLE 3 : de dire que la dépense est inscrite au Budget 2021 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 4 : d'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 FEV. 2021

Madame l'Adjointe au Maire


Marie MASSART



Publiée le : 18 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Conseil d'Etat
requête n° 437451 Martine BUFFALON"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny Dombre Coste, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

La requête n°437451 déposée près le Conseil d'Etat par Madame Martine BUFFALON contre le jugement n° 1900416 en date du 7 novembre 2019 par lequel le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête de Mme Buffalon tendant à l'annulation de l'arrêté n° PC 34172 18 V0044 en date du 27 août 2018 par lequel le maire de Montpellier a délivré un permis de construire à la SCI Boulevard Ernest Renan MTP, pour la réalisation d'un ensemble immobilier comprenant un établissement privé d'enseignement et 43 logements collectifs ainsi que la décision implicite de rejet de son recours gracieux.

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°437451 près le Conseil d'Etat par Madame Martine BUFFALON ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats « Lyon-Caen et Thiriez » ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 FEV. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 18 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2100549-3
TA - Ressources Humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2100549-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 février 2021 par Madame Edith LEGUILLON, Agent de la Ville, contre la décision de la Ville de Montpellier du 18 décembre 2020 de ne pas reconnaître sa pathologie en maladie professionnelle ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2100549-3 par Madame Edith LEGUILLON.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats AARPI MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'Avenant au marché "Achat et
Maintenance de postes de travail bureautique et
serveurs pour la Ville et le CCAS" - Marché
n°6D0049 - lots 1 et 2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au maire déléguée au « Renouveau démocratique et innovation sociale » ;
- VU la décision n° 2016/0477 du 16 janvier 2017 qui a attribué le marché 6D0049 aux sociétés DELL pour le lot 1 pour un montant sans minimum ni maximum, APX pour le lot 2 pour un montant sans minimum ni maximum, pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- VU les articles R2194-3, R. 2194-4 et R2194-5 du Code de la commande publique.

Considérant :

- Que la crise sanitaire et les dispositions gouvernementales ont eu pour conséquence la décision de la Ville de Montpellier de doter l'ensemble de ses agents d'un équipement adéquat pour le télétravail, ainsi que les écoles pour assurer l'enseignement à distance ;
- Que le télétravail n'était pas autorisé dans la collectivité à la date de début dudit marché, soit le 10 février 2017, et que la situation sanitaire n'était pas prévisible ;
- Que ces circonstances ou sujétions imprévues permettent conformément aux dispositions du Code de la commande publique, articles R2194-3, R. 2194-4 et R2194-5, de modifier le marché dans la mesure où un acheteur diligent ne pouvait les prévoir.
- Qu'il n'y a pas d'incidence financière sur les montants du marché.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché, pour les :

- Lot 1 Micro-ordinateurs avec la société DELL sise 1, Rond-Point Benjamin Franklin - 34938 MONTPELLIER Cedex 9
- Lot 2 Serveurs avec la société APX sise 1, rue Royale Bât E – 2ème étage - 92213 SAINT-CLOUD Cedex

avenant modifiant comme suit l'article 2 de l'acte d'engagement de l'accord cadre :

« Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées :

- des prix du bordereau des prix unitaires.

- des prix du ou des catalogues du fournisseur auxquels seront appliqués les rabais tels que mentionnés au BPU ».

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

09 FEV. 2021
Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire

Séverine SAINT-MARTIN



Publiée le : 10 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Ensemble vocal Tutti" pour les 4-11-27 janvier, 3
et 10 février 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Ensemble vocal Tutti » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour les 4-11-27 janvier, 3 et 10 février 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 150€ sera due par l'association en contre- partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

Décide

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 9.03.21.
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 10 MARS 2021
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

10 MARS 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention d'occupation
temporaire du domaine public - Stand de Tir
Police 25m Couvert - Montmaur - Ville de
Montpellier - Ville de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint délégué à la Ville Sportive ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville est sollicitée par la Ville de Castelnau-le-Lez pour la mise à disposition temporaire du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de Police Municipale ;
- que la Ville de Montpellier, propriétaire du Pas de Tir de Montmaur, accepte de mettre à disposition de la Ville de Castelnau-le-Lez le Stand de Tir Police 25 mètres pour un montant de 203,60 euros la séance de 3 heures pour 7 personnes, conformément à la Délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2020 ;
- que la Ville de Castelnau-le-Lez précisera, par un état en fin de mois, le nombre de séances occupées, les dates et le nombre de participants ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature d'une convention pour l'utilisation du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur entre la Ville de Montpellier et la Ville de Castelnau-le-Lez, à compter de l'année 2021 jusqu'au 31 Décembre 202 ;

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Monsieur l'Adjoint au Maire

01 MARS 2021



Hervé MARTIN



Publiée le : 02 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Ekho Chœur de chambre" pour les 26, 29
janvier et 6 février 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Ekho Chœur de chambre » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour les 26, 29 janvier et 6 février 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180€ sera due par l'association en contre- partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.03.21.
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association "La
Morena" pour le 31 janvier 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « La Morena » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour le 31 janvier 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 15€ sera due par l'association en contre-partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

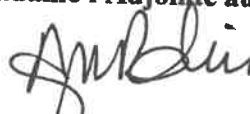
ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18.02.21

Madame l'Adjointe au Maire



Agnès ROBIN



Publiée le : 18 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"L'art scène" du 18 au 23 janvier 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « L'art scène » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs du 18 au 23 janvier 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 360€ sera due par l'association en contre-partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18.02.21
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès ROBIN



Publiée le : 18 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête Cour
d'Appel de Montpellier - Expulsion Monsieur
Marmi"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;

Considérant

- le jugement du Tribunal Judiciaire du 17 décembre 2020 déboutant la commune de sa demande d'expulsion à l'encontre de Monsieur Embarek MARMI dans le cadre d'une occupation sans autorisation des parcelles cadastrées DN 87 et 89 situées Avenue du Pont Trinquat.
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour d'Appel de Montpellier contre le jugement du Tribunal Judiciaire du 17 décembre 2020.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 FEV. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

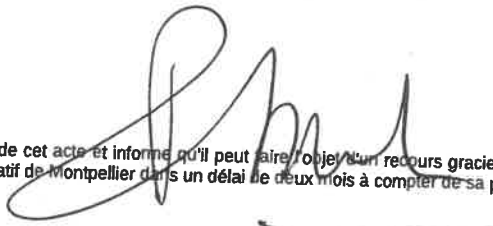
Publiée le : 18 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V1B0005RP -
Nettoiemment des espaces publics, des sanitaires,
des conciergeries des cimetières et de la chapelle -
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK, adjointe déléguée à la relation aux usagers ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder au nettoyage des espaces publics, des sanitaires, des conciergeries des cimetières et de la chapelle ;
- qu'une procédure a été lancée conformément l'article R2113-1 du Code de la Commande Public sous la forme d'un marché ordinaire pour la période du 16 mars au 30 juin 2021 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60% : Moyens humains affectés au marché par type de prestation, au regard des mesures prévues pour les remplacements d'urgence des agents, Formation, qualification et sécurité des personnels affectés au marché
Moyens matériels affectés au marché
Organisation et contrôle des plannings des transmissions des informations
 - Prix : 40 %.

- qu'après analyse, l'entreprise SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT S.A.S, domiciliée 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34073 MONTPELLIER Cedex 3 présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Nettoyement des espaces publics, des sanitaires, des conciergeries des cimetières et de la chapelle » à l'entreprise SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT S.A.S pour un montant de 62 570,40 € HT.

Le marché prend effet à compter du 16 mars et prendra fin au 30/06/2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 03 21
Madame l'Adjointe au Maire

Radia TIKOUK



Publiée le : 11 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un avenant de transfert au
marché public n°7D0002 ' travaux d'entretien des
bâtiments communaux ' - LOT 12 "peinture"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT, 25ième Adjointe au Maire déléguée au patrimoine municipal et sobriété énergétique ;
- VU la décision VD2017-279 du 5 décembre 2017 attribuant le lot 12 du marché 7D0002 « travaux d'entretien des bâtiments communaux – peinture » à l'entreprise SOPESUD (56, rue Léon Trotsky 34070 Montpellier) accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée initiale d'un an reconductible trois fois un an sans que ce délai ne puisse excéder le 22/11/2021 ;

Considérant :

- Que la société SOPESUD immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 378 719 595 cède son contrat à la société VASSILEO BATIMENT immatriculée au RCS de BEZIERS sous le numéro 833 015 837 pour le motif suivant : fusion absorption, avec effet au 28 décembre 2020 ;
- Que la VASSILEO BATIMENT s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;
- Qu'un avenant n°1 au marché 7D0002AI est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de la société SOPESUD à la société VASSILEO BATIMENT ;
- Que conformément à l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, il est nécessaire de signer un avenant n°1 pour le lot 12.

DECIDE

Article 1 : D'approuver l'avenant n°1 au lot 12 du marché 7D0002 ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 28 décembre 2020, de ce marché de SOPESUD à VASSILEO BATIMENT.
Adresse de l'établissement qui exécute le marché : ZAC Béziers / Villeneuve ZI rue Joliot-Curie 34500 BEZIERS

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès SAURAT



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n° V9D0028AI - LOT
9 - Peinture -
Groupe scolaire Restanque
Avenant n°1 de transfert

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ère} Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;
- VU la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 du marché « Construction de l'école primaire – ZAC de la Restanque » attribuant le lot 9 peinture à l'entreprise SOPESUD ;

Considérant :

- Que la société SOPESUD immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 378 719 595 cède son contrat à la société VASSILEO BATIMENT immatriculée au RCS de BEZIERS sous le numéro 833 015 837 pour le motif suivant : fusion absorption, avec effet au 28 décembre 2020 ;
- Que la VASSILEO BATIMENT s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;
- Qu'un avenant n°1 au marché V9D0028AI est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de la société SOPESUD à la société VASSILEO BATIMENT ;
- Que conformément à l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, il est nécessaire de signer un avenant n°1 pour le lot 9 ;

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'avenant n°1 au lot 9 du marché V9D0028AI ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 28 décembre 2020, de ce marché de SOPESUD à VASSILEO BATIMENT ;

Adresse de l'établissement qui exécute le marché :

ZAC Béziers / Villeneuve ZI rue Joliot-Curie 34500 BEZIERS

Article 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 FEV. 2021

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 02 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un accord cadre à bons de
commande n°V1B0001ZO de maintenance multi
technique des installations du parc de Lunaret -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code des marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

Considérant :

- que la maintenance courante et complémentaire des installations du parc zoologique de Lunaret est indispensable à la sécurité et au bien-être des animaux, du personnel et du public, ainsi qu'au bon fonctionnement du site ;
- que le parc zoologique ne peut assurer par ses propres moyens la maintenance du site ;
- qu'il y a donc lieu de faire appel à un prestataire extérieur dans le cadre du marché n°V1B0001ZO – maintenance multi technique des installations du parc de Lunaret ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec minimum et maximum pour une durée de 1 an non reconductible à compter de la notification du marché ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ✓ Valeur technique : 60% ;
 - ✓ Prix: 40% ;

- qu'après analyse, l'entreprise INEO MPLR sise ZAE Font de la Banquière- 34570 Lattes présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V1B0001ZO-Maintenance multi technique des installations du parc zoologique de Lunaret à l'entreprise INEO MPLR sise ZAE Font de la Banquière- 34570 Lattes, pour un montant minimum de 30 000 € HT et pour un montant maximum de 80 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an non reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903 en section d'investissement et chapitre 933 en section de fonctionnement.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 MARS 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire


Eddine ARIZTEGUI



Publiée le : 10 MARS 2021 ,
Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

10 MARS 2021



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2100637-1
TA - CONSANI David"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2100637-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 février 2021 par Monsieur David CONSANI contre le PC n°3417220M0104 du 11 août 2020 délivré à Monsieur Bruno FERNANDES autorisant l'extension d'un logement et la construction d'un abri jardin sur un terrain 1429, Av. de Saint MAUR ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2100637-1 par Monsieur David CONSANI.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Centre International de Musique Médiévale"
(CIMM) pour les 13, 16 et 17 janvier 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « CIMM » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 13, 16 et 17 janvier 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 180€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16.03.21
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 17 MARS 2021
Notifiée le :

17 MARS 2021

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Cohésion Sociale

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de l'adhésion
de la ville de Montpellier à l'Association
Nationale des Villes et Territoires Accueillants -
Année 2021 - Approbation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Michel CALVO en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal et notamment celle d'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux réseaux et associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel CALVO, délégué aux « Affaires Sociales, à la Cohésion Sociale, à la Lutte contre les Exclusions et au Soutien aux aidants » ;
- VU la délibération V2019-417 du 21 novembre 2019, relative à la signature de la charte de l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier est historiquement une ville de tolérance et d'accueil et souhaite renforcer son engagement dans cette démarche de mise en commun d'échanges et de bonnes pratiques entre élus œuvrant au quotidien pour des politiques d'accueil plus justes ;
- que l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants regroupe diverses collectivités autour de valeurs humanistes et de recherche de solutions humanistes adaptées.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants pour l'exercice 2021, pour un montant de 7 600 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier.

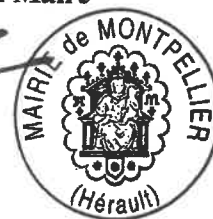
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 MARS 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire


Michel CALVO



Publiée le : 08 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1D0007EM -
Autorisation de passer des commandes à l'UGAP
pour l'achat de véhicules et engins**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire ;
- VU le décret relatif au Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de véhicules et engins, dans le cadre du programme d'achats de la Ville de Montpellier, pour l'année 2021 (du 1^{er} avril au 31 décembre 2021).
- que les conditions tarifaires de l'UGAP sont intéressantes pour la Ville de Montpellier.
- que l'UGAP respecte en tous points la législation sur les marchés publics.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser les commandes à la société UGAP, sans minimum sans maximum, pour un montant total estimé de commandes de 1 000 000 € HT. Ce montant correspond au total des différents budgets d'investissement de la Ville pour l'achat de véhicules, alloués aux différents services pour l'année 2021. C'est un marché unique, d'une durée d'exécution du 1^{er} avril au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, nature 2182, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution la présente décision.

Montpellier, le - 3 MARS 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : - 5 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête
n°21MA00563 CAA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°21MA00563 déposée près la Cour Administrative de Marseille le 10 février 2021 par Monsieur Adrien BEKKOUR, agent de la Ville contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1903813 du 11 décembre 2020 rejetant sa demande de revalorisation indemnitaire ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative de Marseille suite au dépôt de la requête n°21MA00563 par Monsieur Adrien BEKKOUR.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à AARPI MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au renouvellement de cotisations
à des organismes nationaux pour l'année 2021 -
Thématique "Ecologie Urbaine"- Direction
Paysage et Biodiversité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité ;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le biais du versement de cotisations, depuis de nombreuses années ;
- que dans la thématique « Ecologie Urbaine », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes associatifs suivants au titre de l'année 2021 :

Organisme	Montant
ICLEI – Conseil International pour les Initiatives Environnementales Locales	2 250 €
Agropolis International	20 000 €
Plante et Cité	3 090 €
ANEV- Association Nationale des Elus du Vin	800 €
CNVVF- Conseil National des Villes et Villages fleuris	1 500 €
TOTAL	27 640 €

DECIDE

Article 1 : d'accepter le renouvellement des adhésions et le versement des cotisations aux organismes ci-dessus désignés, pour un montant total de 27 640 € ;

Article 2 : de prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget primitif 2021 de la Ville, section fonctionnement, chapitre 935 ;

Article 3 : d'autoriser toute personnes ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 MARS 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Stéphane JOUAULT



Publiée le : 08 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V1B0002EM -
Achat d'épicerie salée sucrée et de denrées
alimentaires - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, évaluation des politiques publiques, ressources humaines et dialogue social ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'épicerie salée sucrée conformément aux besoins exprimés par certains services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B00002EM) a été lancée en date du 20 janvier 2021, sous forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 80 000 € HT, pour une durée d'exécution d'un an à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique au regard du mémoire technique pour 30%
 - le prix des prestations pour 70% ;

- Qu'après analyse, l'entreprise PROMO CASH SARL SOPRODIS, 371 avenue du Marché Gare, Ble 3, 34070 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « achat d'épicerie salée, sucrée et autres denrées alimentaires » n°V1B0002EM à l'entreprise PROMOCASH SARL SOPRODIS pour un montant total maximum de commandes de 80 000 € HT pour une durée d'exécution d'un an à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 FEV. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : **24 FEV. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice
"Requête n°2100803-1 TA
CONSANI David"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe déléguée à la Ville éducative, réussite scolaire et administration générale ;

Considérant la requête n°2100803 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 février 2021 par Monsieur CONSANI David contre l'arrêté n° PC 3417220M0104 du 10 août 2021 délivré à Monsieur Bruno FERNANDES autorisant l'extension d'un logement et la construction d'un abri de jardin sur un terrain situé au 1 429 avenue de Saint Maur à Montpellier ;

Considérant qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite à la requête n°2100803-1 déposée par Monsieur David CONSANI ;

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP VPNG et Associés ;

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930 ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 FEV. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 18 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une convention de location
entre la Ville de Montpellier et l'Entreprise Urby
Evol Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la gestion active du patrimoine ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique,

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier a décidé de lancer un marché de location de véhicules avec conducteur pour la distribution des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier ;
- que dans le cadre de ce marché, il est prévu la mise à disposition de locaux au sein de l'Unité Centrale de Production au titulaire, à compter de la date du début de la prestation fixée au 15 février 2021, à titre gratuit ;
- que par décision n°VD2021-022 du 4 février 2021, la Ville de Montpellier a attribué le marché susvisé à l'entreprise URBY EVOL MONTPELLIER, domiciliée au 900 rue de l'Industrie à Montpellier ;
- qu'il convient de conclure avec l'entreprise URBY EVOL MONTPELLIER une convention de location pour la mise à disposition des locaux désignés dans le marché, à compter du 15 février 2021, à titre gratuit, jusqu'à la fin du marché, le 18 avril 2021.

DECIDE

ARTICLE 1 D'autoriser la signature d'une convention de location avec l'entreprise URBY EVOL MONTPELLIER, pour des locaux au sein de l'Unité Centrale de Production, à titre gratuit, à compter du 15 février 2021, jusqu'au 18 avril 2021 ;

ARTICLE 2 D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès SAURAT



Publiée le : 15 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'exercice du Droit de
Préemption Urbain - Propriété SCI COLPOWER
- Ensemble immobilier à usage d'activités et de
bureaux - Cadastéré CI 233 et 235 - 1618 avenue
de Saint Maur à Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2122-22 et L.2122-23 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1er alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;

- VU la délibération du Conseil municipal du 24 avril 2008 approuvant la prise en considération d'une opération d'aménagement sur le quartier Route de Nîmes ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 3 avril 2018 approuvant l'instauration d'un périmètre d'étude sur le secteur des Aubes ;
- VU le constat dressé le 20 janvier 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux du 25 janvier 2021.

CONSIDERANT :

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 21 décembre 2020, Maître Justine N'DIAYE, notaire à Paris (8ème) a déposé une déclaration d'intention d'aliéner, concernant la vente par la SCI COLPOWER d'un ensemble immobilier occupé à usage d'activités avec bureaux, situé 1618 avenue de Saint Maur et 67 avenue Saint Maurice de Sauret, cadastré section CI 233 et 235, au prix de 1.100.000 € ;
- que la propriété de la SCI COLPOWER est située dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que cette même propriété est comprise dans le périmètre de l'opération d'aménagement du quartier de l'avenue François Delmas et dans le périmètre d'étude du secteur des Aubes;
- que cette parcelle par son positionnement, constitue un terrain essentiel pour le projet de renouvellement urbain que la Ville a décidé de mettre en œuvre sur ce secteur. Ce foncier permettra d'une part, d'assurer une meilleure « couture urbaine » entre la future ZAC voisine et le quartier des Aubes et d'autre part, de reconfigurer le passage sous voie ferrée et le lien vers l'avenue Saint Maurice de Sauret afin, notamment, de développer des modes doux de déplacement dans le cadre du projet global de la Ville.
- qu'il apparaît nécessaire pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien dont l'acquisition permettra à terme de réaliser les projets précités. Ces projets sont conformes aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain, de permettre le renouvellement urbain et de réaliser des équipements collectifs.
- que le prix de vente proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner est conforme à l'évaluation des Services Fiscaux.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI COLPOWER, un ensemble immobilier occupé à usage d'activités avec bureaux, situé 1618 avenue de Saint Maur et cadastrée section CI 233 et 235, au prix de 1.100.000 € montant proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner et conforme à l'estimation des Services Fiscaux.

ARTICLE 2 : de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville, programme individualisé "Action foncière" n° 2013I27.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

24 FEV. 2021

Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE



Publiée le : 24 FEV. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
n°V1B0006EM - Marché de fournitures - Achat
de lampes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, évaluation des politiques publiques, ressources humaines et dialogue social ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de lampes conformément aux besoins exprimés par tous les services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B00006EM) a été lancée en date du 27 janvier 2021, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 70 000 € HT, pour une durée d'exécution de 28 mois à partir du 7 mars jusqu'au 17 juillet 2023 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique au regard du mémoire technique pour 40% e
 - le prix des prestations pour 60% ;
- qu'après analyse, l'entreprise REXEL FRANCE, 3325 avenue Etienne MEHUL, 34070 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché « Achat de lampes » n°V1B0006EM à l'entreprise REXEL FRANCE pour un montant total maximum de commandes de 70 000 € HT et une durée d'exécution de 28 mois à partir de la date de notification du marché.

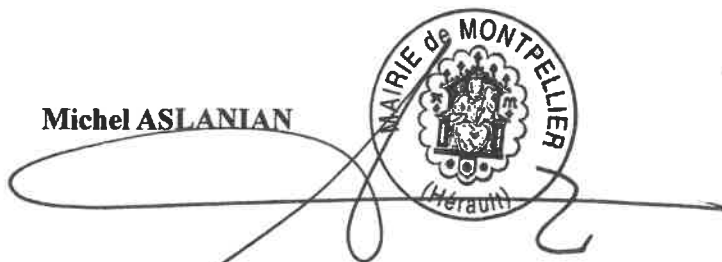
ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23 FEV. 2021**
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

The image shows a handwritten signature in dark ink, which appears to be 'Michel ASLANIAN', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem. The signature is a fluid, cursive line that loops around the stamp.

Publiée le : **24 FEV. 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°7B0056 -
Sécurisation des Hôtels Varennes et Bachy-du-
Cayla - Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant
n°2 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT adjointe au Maire déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;
- VU la décision n°VD2017-224 du 1 septembre 2017, attribuant le marché de maîtrise d'œuvre n°7B0056 « Sécurisation des Hôtels Varennes et Bachy-du-Cayla » au groupement EUPALINOS – Cabinet Coefficient, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS – Laurent Dufoix Architecte pour un montant de 52 200 € HT sur la base d'une enveloppe financière affectée aux travaux à 580 000 € HT, pour une durée de 72 mois (60 mois + 12 mois de GPA) ;
- VU la décision n°VD2018-370 en date du 20 novembre 2018, approuvant un avenant n°1 de réduction du montant initial du marché à 360 000 € HT avec un montant total estimé de maîtrise d'œuvre à 32 400 € HT ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier est propriétaire des deux hôtels particuliers Varennes et Bachy-du-Cayla, inscrits au titre des monuments historiques ;

- que dans le cadre de la gestion active de son patrimoine, la Ville souhaite réaliser un programme de travaux de sécurisation et a lancé un marché à procédure adaptée sous la référence 7B0056 « Sécurisation des Hôtels Varennes Bachy-du-Cayla-Mission de maîtrise d'œuvre » ;
- que le marché d'une durée de 72 mois (60 mois+12 mois GPA), a été attribué par décision n°VD2017/224 du 1er septembre 2017 au groupement EUPALINOS – Cabinet Coefficient, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS –Laurent Dufoix Architecte – 5, Grand-rue Jean Moulin – 34000 Montpellier ;
- que par décision n°VD2018-370 en date du 20 novembre 2018, un avenant n°1 de réduction du montant initial du marché a été pris avec un montant total estimé de maîtrise d'œuvre à 32 400 € HT pour un montant de travaux fixé à 360 000 € HT, modifiant ainsi le marché initial qui comportait 4 phases, et que cet avenant n°1 suite à la réalisation de l'AVP, a acté l'arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre à la phase 1 ;
- qu'à la suite de la découverte d'une erreur dans les calculs de l'avenant n°1, il convient de procéder à un nouvel avenant n°2 reprenant les bons montants des prestations et qu'il convient de rajouter :
 - la rémunération de la maîtrise d'œuvre pour l'AVP initial réalisé pour les 4 phases pour un montant total de 10 440 € HT ;
 - la rémunération de l'économiste Coefficient pour les différents scénarii réalisés pour l'AVP à hauteur de 1 600 € HT ;
- que le contrat de Maîtrise d'œuvre passe donc de 52 200 € HT à 44 440 € HT (32 400 € HT +12 040 € HT) ;
- que ces éléments précités entraînent une réduction du contrat de maîtrise d'œuvre de 7 760 € HT portant ainsi le montant du marché à 44 440 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 de réduction du marché initial n°7B0056 « Sécurisation des Hôtels Varennes et Bachy-du-Cayla » pour un montant total de maîtrise d'œuvre fixé à 44 440 € HT, au groupement EUPALINOS – Cabinet Coefficient, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS –Laurent Dufoix Architecte – 5, Grand-rue Jean Moulin – 34000 Montpellier.
Le montant de la réduction de cet avenant n°2 ressort à 7 760 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **15 MARS 2021**
Madame l'Adjointe au Maire


Agnès SAURAT



Publiée le : **15 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché N° V0B0073RI -
Achat d'imprimantes réseau avec maintenance -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté VAR2020-0035 du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au Renouveau démocratique et innovation sociale ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville d'acquérir des imprimantes réseau pour équiper les guichets et les petites structures et d'en prévoir leur maintenance ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec maximum pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60 %
 - Prix des prestations 40%
- Qu'après analyse, la société RICOH France SAS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Achat d'imprimantes réseau avec maintenance », pour un montant maximum de 89 000 € HT toutes reconductions comprises à la société RICOH France SAS sise 7/9 avenue Robert Schuman – Parc Icade Paris Orly Rungis – 94150 RUNGIS.

Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est d'un an tacitement reconductible trois fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2021

Madame l'Adjointe au Maire



Séverine SAINT-MARCO

Publiée le : 11 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"EKHO Chœur de chambre" pour les 19 mars et
3 avril 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture et culture scientifique ;

Considérant :

- Que l'association « EKHO chœur de chambre » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 19 mars et 3 avril 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 120€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16.03.21
Madame l'Adjointe au Maire

Agnès ROBIN



Publiée le : 17 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

17 MARS 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative au changement du mode de
paiement des emprunts détenus auprès du Crédit
Coopératif - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité de 10^{ème} Adjoint au Maire ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Les contrats pourront intégrer les caractéristiques suivantes : la faculté de changer les taux, de modifier l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêts, de recourir à des tirages échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement anticipé et (ou) de consolidation, d'allonger la durée du prêt, de procéder à un différé d'amortissement limité à 5 ans maximum, de modifier la périodicité et le profil du remboursement, de réaliser les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et à l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN 10^{ème} Adjoint délégué aux « Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social » ;
- VU les lettres valant avenant rédigées par l'établissement bancaire Crédit Coopératif,

CONSIDERANT :

- que pour faciliter le règlement des échéances de la Ville de Montpellier envers le Crédit Coopératif, il convient de mettre en place le prélèvement SEPA (Single Euro Payments Area).

DECIDE

ARTICLE 1 : De signer les quatre lettres valant avenant relatives aux quatre contrats détenus auprès du Crédit Coopératif afin de modifier le mode de paiement des échéances, avec la mise en place du prélèvement SEPA (Single Euro Payments Area).

Les autres dispositions des contrats susvisés demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux lettres valant avenant ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations afférentes et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1⁰ MARS 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN

The image shows a handwritten signature in dark ink that loops around a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' at the top and 'Hérault' at the bottom, with a central emblem featuring a crown and a shield.

Publiée le : 1¹ MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice " Requête n°2100330-5
TA - Association Libre Pensée - Dessouter"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de Première Adjointe au Maire ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2100330-5 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 janvier 2021 par Monsieur Alban DESOUTTER représentant l'Association "Fédération de l'Hérault de la Libre Pensée" contre la décision par laquelle le Maire de Montpellier a refusé de renoncer à mettre en œuvre un dispositif dit "charte de Laïcité" auquel doivent souscrire les associations de la ville de Montpellier pour l'obtention de subventions municipales ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2100330-5 le 25 janvier 2021 par Monsieur Alban Desoutter.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats CGCB.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 03 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la création d'une régie
d'avances - Direction de la Communication de la
Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michel ASLANIAN en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, délégué aux Finances.
- VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- VU l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- VU le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,

- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 3 Mars 2021 ;

CONSIDERANT :

- que pour assurer un meilleur fonctionnement au sein de la Direction de la Communication, il convient de créer une régie d'avances.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Il est institué une régie d'avances auprès de la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée à l'Hôtel de Ville, 1 place Georges Frêche, 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses en ligne suivantes :

- achats de sponsorings sur les réseaux sociaux et Google Ads ;
- achats d'abonnements à des services en ligne.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- carte bancaire.

ARTICLE 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est de 1 000 €.

ARTICLE 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- lors de sa sortie de fonction,
- au terme de la régie,
- au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le régisseur et le mandataire suppléant, pour la période pendant laquelle il occupera effectivement les fonctions de régisseur, bénéficient du régime indemnitaire lié à leurs fonctions définies par l'assemblée.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MARS 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 10 MARS 2021

Notifiée le :

10 MARS 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'estimer en justice "Requête n°2005729-1
TA - SDC LES FACULTES"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;

Considérant

La requête n°2005729-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 11 décembre 2020 par la SDC Les Facultés contre l'arrêté n° PC 3417220V0005 délivré le 18/06/2020 autorisant la construction d'un immeuble avenue Major de Flandre au profit de Bouygues immobilier SAS ;

Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005729-1 le 11 décembre 2020 par la SDC les Facultés.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 12 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2003823-1
TA - Katia CELHAY"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;

Considérant

La requête n°2003823-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Celhay Katia le 26 août 2020 contre la décision implicite de rejet du 10 juillet 2020 née du silence de deux mois consécutivement à une mise en demeure de dresser procès-verbal d'infraction en matière d'urbanisme notifiée le 29 janvier 2020.

Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif suite au dépôt de la requête n°2003823-1 le 26 août 2020 par Madame Celhay Katia.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 12 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "Requête n°2101043-1
TA - Christiane LAMOUROUX"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social ;

Considérant

La requête n°2101043-1 le 2 mars 2021 par Madame Christiane LAMOUROUX contre l'arrêté n° PC 34172 20 MO137 en date du 4 septembre 2020 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire à la SARL du château Promotion.

Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2101043-1 par Madame Christiane LAMOUROUX.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 MARS 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Michel ASLANIAN



Publiée le : 12 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête
n°20MA03381 - SCI SCALEO"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la « Ville Éducative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- la requête n°20MA03381 déposée près la Cour Administrative d'appel de Marseille le 7 septembre 2020 par la SCI SCALEO contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1802671 du 15 juillet 2020 rejetant le recours en annulation formé contre l'arrêté du 23 janvier 2018 n°PC3417215V0267M01 par lequel le Maire de Montpellier a rejeté la demande de permis de construire modificatif déposée par la SCI SCALEO au 107 rue Joe Dassin ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : la décision VD2021-032 traitant de la même affaire est abrogée.

ARTICLE 2 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°20MA03381 par la SCI SCALEO.

ARTICLE 3 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MARS 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **18 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :
Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°1903178-1
- LEDERMAN Bertrand"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
 - VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
 - VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseils juridiques et de représentation en justice ;
- CONSIDÉRANT :**
- la requête n°1903178-1 déposée près le tribunal Administratif de Montpellier le 18 juin 2019 contre l'arrêté n°DP 34172 19 00 388 en date du 23 avril 2019 par lequel le Maire de la Ville de Montpellier s'est opposé à la déclaration préalable déposée par l'intéressé.
 - qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1903178-1 par Monsieur LEDERMAN Bertrand.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MARS 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **18 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°
19MA05094 - TERNON Eric"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n° 19MA05094 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 26 novembre 2019 par Monsieur Eric TERNON contre le jugement du tribunal de Montpellier n°1800001 du 10 octobre 2019 refusant d'annuler les avis de sommes à payer et procédures d'exécution engagées par la Ville consécutivement à une occupation du domaine public ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA05094 par Monsieur Éric TERNON.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MARS 2021**

Madame la Première Adjointe


Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **18 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "ESENWA Master - Tribunal Correctionnel"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- l'opposition formée le 8 février 2019 par Monsieur Master ESENWA contre la décision rendue le 21 décembre 2017 par le Tribunal correctionnel de Montpellier consécutivement à l'exécution de travaux, boulevard Pasteur, en méconnaissance des dispositions du plan local d'urbanisme ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la chambre correctionnelle du Tribunal Correctionnel de Montpellier suite à opposition formée par Monsieur ESENWA contre la décision du 21 décembre 2017 rendue par le Tribunal correctionnel de Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MARS 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **18 MARS 2021**

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête
n°19MA04917 CAA - COUTU Bernard"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°19MA04917 déposée le 18 novembre 2019 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Monsieur Bernard COUTU contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1800461 du 17 septembre 2019 rejetant sa demande indemnitaire pour préjudices moral et matériel consécutivement à l'inhumation de son père ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA04917 par Monsieur Bernard COUTU.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MARS 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : **18 MARS 2021**
Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2001663-1 TA - Cyril MALGRAS"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2001663-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 avril 2020 par Monsieur Cyril MALGRAS contre la décision d'opposition à déclaration préalable pour installation d'un portail à l'entrée de l'impasse rue cité du Mas de Tesse en date du 25 octobre 2019 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2001663-1 par Monsieur Cyril MALGRAS.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 MARS 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



18 MARS 2021

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Marie-France
ROSSINI - Tribunal Correctionnel de
Montpellier"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la « Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale » ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- l'avis d'audience à victime près le Tribunal Correctionnel de Montpellier reçu le 5 février 2020 dans la procédure concernant l'exécution de travaux ou utilisation de sol sises rue Montels Eglise en méconnaissance des dispositions du plan local d'urbanisme et ce, par Madame Marie-France ROSSINI ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal correctionnel de Montpellier dans le dossier ROSSINI Marie-France.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MARS 2021**

Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le :

18 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°1904368-1
 TA - Alain DIMEGLIO"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE, en qualité de Première Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°1904368-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 août 2019 par Monsieur Alain DIMEGLIO contre l'arrêté n°PC3417218V0301 en date du 1er avril 2019 par lequel le Maire de Montpellier a délivré un permis de construire à Monsieur VILLANOVA sis avenue du Père Prévost ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1904368-1 par Monsieur Alain DIMEGLIO.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **16 MARS 2021**
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE



Publiée le : 18 MARS 2021

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE 3 - SOMMAIRE

ARRETES REGLEMENTAIRES DU MOIS D'AVRIL

N°ARRETES	TITRES	PAGES
VAR2021-0027	Arrêté modificatif relatif à la composition des membres des commissions consultatives paritaires de la Ville de Montpellier	528
VAR2021-0031	Comédie des Bouquinistes - Création d'un nouveau jour de marché le mercredi	532
VAR2021-0032	Arrêté portant sur la création du marché "Paysan de plein air des Aubes" - Dispositions particulières	534
VAR2021-0034	Représentation du Maire à la présidence de la Caisse des écoles	536
VAR2021-0036	Représentation du Maire au sein de la Commission d'élaboration du Plan de sauvegarde des Cévennes	538
VAR2021-0041	Délégation Officier d'Etat Civil Concernant M. Abdi EL KANDOUSSI le 10 avril 2021	540
VAR2021-0043	Fermeture partielle exceptionnelle du parc Montcalm mercredi 07 avril 2021	541
VAR2021-0044	Fermeture des allées basses de la Promenade Royale du Peyrou - Arrêté de fermeture exceptionnelle du 06 avril au 16 mai 2021	543
VAR2021-0045	Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme Patricia MIRALLES le 24 avril 2021	545
VAR2021-0046	Service Communal Hygiène et Santé Intérim de Mme Betty ZUMBO par Mme Nathalie GAY du 19 au 23 avril 2021 inclus	546
VAR2021-0047	Arrêté réglementant l'accès à la Promenade Royale du Peyrou, et interdisant le transport, la consommation d'alcool	547
VAR2021-0049	Règlementation des horaires d'ouverture des établissements type épiceries de nuit et de vente à emporter des boissons alcoolisées	549
VAR2021-0050	Tranquillité publique	553

Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité Carrière Ville

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté modificatif relatif à la composition des
membres des commissions consultatives paritaires
de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- l'arrêté n°VAR2021-0007 en date du 10 février 2021 relatif à la composition des commissions consultatives paritaires de catégorie A, B et C pour la ville de Montpellier ;
- la fin de contrat de Madame Anna NACOULMA à la ville de Montpellier le 28/02/2019, représentante suppléante siégeant en catégorie B pour l'organisation syndicale UNSA ;
- l'absence de nom supplémentaire sur la liste des élus en commission consultative paritaire de catégorie B, de l'organisation syndicale UNSA ;
- la désignation, le 19/02/2021, de Madame Fanny GISBERT par l'organisation syndicale UNSA pour le remplacement de Madame Anna NACOULMA ;
- la démission, reçue le 12/02/2021, de Monsieur Thierry CROUZET de son mandat d'élus, alors représentant suppléant siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;
- les fins de contrats de Mesdames Aline HARITCHAGUE et Christel NAYRAL à la Ville de Montpellier respectivement les 14/06/2020 et 31/07/2019, et les démissions, reçues le 12/02/2021, de Mesdames Louisa ARAB et Sonia DRIZI de leur mandat d'élus, candidates suivantes non désignées membres restant sur la liste de l'organisation syndicale UNSA.

CONSIDÉRANT

- que Madame Fanny GISBERT remplace Madame Anna NACOUлма, en qualité de représentante suppléante siégeant en catégorie B pour l'organisation syndicale UNSA ;
- que Monsieur Pascal GIRAUDO, premier candidat non désigné membre restant sur la liste de l'organisation syndicale UNSA, remplace Monsieur Thierry CROUZET, en qualité de représentant suppléant siégeant en catégorie C pour l'organisation syndicale UNSA ;
- qu'il convient de modifier l'article 1 de l'arrêté n°VAR2021-0007 en date du 10 février 2021 relatif à la composition des commissions consultatives paritaires de catégorie A, B et C.

ARRÊTE

Article 1 : A compter de cette date, la liste des représentants du personnel siégeant au sein de la commission consultative paritaire de catégorie A, B et C est la suivante :

CCP de catégorie A :

Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
Arsène BOUAKIRA (CFDT)	Laure FROMENTY (CFDT)
Christine BRIDON (Siège en son nom propre)	Philippe GRONGNET ((Siège en son nom propre)

CCP de catégorie B :

Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
Damien GALAN (UNSA)	Fanny GISBERT (UNSA)
Céline ISIDORI (UNSA)	Pierre GRACIAS (UNSA)

CCP de catégorie C :

Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
Emilie LLOVERAS (UNSA)	Pascal GIRAUDO (UNSA)
Mélessande ETIENNE (UNSA)	Audrey CHARTON (UNSA)
Naim CHARIF (UNSA)	Catherine CHAZAL (UNSA)
Patrick PEREIRA DE SOUSA (CFDT)	Ruddy DE WINTER (CFDT)
Farida DURANT (CFDT)	Mylène OUALID (CFDT)

Article 2 : La liste des représentants de la collectivité siégeant à la commission consultative paritaire de catégorie A, B et C est la suivante :

CCP de catégorie A :

Membres titulaires	Membres suppléants
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE

CCP de catégorie B :

Membres titulaires	Membres suppléants
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE

CCP de catégorie C :

Membres titulaires	Membres suppléants
Michaël DELAFOSSE	Michel ASLANIAN
Maryse FAYE	Fanny DOMBRE-COSTE
Michel CALVO	Yves BARRAL
Séverine SAINT MARTIN	Élodie BRUN-MANDON
Caroline DUFOIX	Mickaël DIORE

Article 3 : Le Président de la commission consultative paritaire désigné parmi les membres représentants de la collectivité est Monsieur le Maire Michaël DELAFOSSE.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 avr. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 9 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-156661-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 9 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 9 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Comédie des Bouquinistes - Création d'un nouveau jour de marché le mercredi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, dans le domaine des « Commerces de proximité, artisanat, tourisme » ;
- VU la délibération n°2013/472 du 25 novembre 2013 portant changement de fréquence du marché « Comédie des Bouquinistes » ;
- VU la délibération n°V2021-012 du Conseil municipal du 8 février 2021 créant le marché « Comédie des Bouquinistes » ;
- VU l'arrêté n°2017/0310/T/N du 30 janvier 2017 portant « Règlement Général des Marchés » modifié par l'arrêté n°VAR2020-1029 du 15 décembre 2020 ;
- VU l'avis émis par la Commission des halles et marchés réunie en séance le 7 décembre 2020.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : OBJET :

Le présent arrêté a pour objet de déterminer les jours et heures du marché ainsi que les dispositions particulières qui lui sont applicables en complément du règlement général des marchés de la Ville de Montpellier en vigueur.

ARTICLE 2 : JOUR, LIEU ET EMBLACEMENT :

Le marché se déroule les mercredis et samedis sur l'allée Paul Boulet.

Le nombre maximum d'emplacements sur le marché est fixé à 40.

Le marché peut être déplacé voire annulé pour un motif d'intérêt général : manifestations, événements

exceptionnels...Les exposants en seront informés en temps utile et ne pourront prétendre à aucune compensation.

ARTICLE 3 : HORAIRES :

Ouverture exposants

9h / 19h

Ouverture au public

10h / 18h

ARTICLE 4 : AFFECTATION COMMERCIALE ET EXPOSANTS :

Les exposants sont exclusivement des bouquinistes et vendeurs de livres anciens, d'occasion et de collection. Les exposants ne répondant pas à ce critère ne seront pas autorisés à débiter.

Aucun abonnement n'est attribué sur le marché. Seuls des exposants journaliers sont admis.

ARTICLE 5 : GESTION DU MARCHÉ :

L'association « La Mémoire du Livre » est chargée de la sélection et du placement des exposants.

ARTICLE 6 : TARIFS :

Les droits de place pour l'occupation des emplacements sont fixés annuellement par délibération du Conseil municipal.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 avr. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 20 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-156952-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 20 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté portant sur la création du marché "Paysan
de plein air des Aubes" - Dispositions
particulières**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Roger-Yannick CHARTIER en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint délégué dans le domaine des « Commerces de proximité, artisanat, tourisme » ;
- VU la délibération n°V2021-013 du Conseil municipal du 8 février 2021 créant le marché « Paysan de plein air des Aubes » ;
- VU l'arrêté n°2017/0310/T/N du 30 janvier 2017 portant « Règlement Général des Marchés » modifié par l'arrêté n°VAR2020-1029 ;
- VU l'avis émis par la Commission des halles et marchés réunie en séance le 7 décembre 2020.

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET :

Le présent arrêté a pour objet de déterminer les jours et heures du marché ainsi que les dispositions particulières qui lui sont applicables en complément du règlement général des marchés de la Ville de Montpellier en vigueur.

ARTICLE 2 : JOUR, LIEU ET EMPLACEMENT :

Le marché se déroule les mercredis sur le quartier des Aubes, sur le square situé à l'intersection entre la rue des cailles et la rue des colombes.

Le nombre maximum d'emplacements sur le marché est fixé à 20.

Le marché peut être déplacé voire annulé pour un motif d'intérêt général : manifestations, événements exceptionnels... Les exposants en seront informés en temps utile et ne pourront prétendre à aucune

compensation.

ARTICLE 3 : HORAIRES :

Ouverture exposants

Hiver 15h30 / 20h

Eté 16h/ 21h

Ouverture au public

Hiver 16h30/19h30

Eté 17h/20h

ARTICLE 4 : AFFECTATION COMMERCIALE ET EXPOSANTS

Le marché des Aubes est un marché paysan.

Les exposants autorisés sur le marché doivent obligatoirement être des paysans producteurs locaux ou des commerçants non-sédentaires et respecter la démarche du marché Paysan des Aubes.

ARTICLE 5 : GESTION DU MARCHE

L'association « L'association Marchés Paysans » est chargée de la sélection et du placement des exposants.

ARTICLE 6 : TARIFS

Les droits de place pour l'occupation des emplacements sont fixés annuellement par délibération du Conseil municipal.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 avr. 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 20 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-156955-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 20 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Représentation du Maire à la présidence de la Caisse des écoles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-21, L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU le Code de l'Education et plus particulièrement les articles R.212-26 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-005 en date du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Nadia AKIL, conseillère municipale déléguée à l'Inclusion scolaire ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Nadia AKIL, conseillère municipale déléguée à l'Inclusion scolaire, pour représenter Monsieur le Maire de Montpellier à la présidence de la Caisse des écoles, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Dans ce cadre, Madame Nadia AKIL est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance de Monsieur le Maire.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 avr. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-157473-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 20 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Représentation du Maire
au sein de la Commission d'élaboration
du Plan de sauvegarde des Cévennes**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-21, L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU les articles L.615-1, R.615-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ;
- VU l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° DDTM34-2019-05-10381 portant création de la commission chargée de l'élaboration du Plan de Sauvegarde sur l'ensemble de la copropriété des Cévennes sur la commune de Montpellier ;
- **CONSIDERANT** que le Maire de Montpellier, membre de droit de la Commission d'élaboration du Plan de sauvegarde des Cévennes, peut désigner une personne appelée à le représenter ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Clara GIMENEZ, conseillère déléguée à la Vie étudiante, pour représenter Monsieur le Maire de Montpellier au sein de la Commission d'élaboration du Plan de sauvegarde des Cévennes, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Dans ce cadre, Madame Clara GIMENEZ est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance de Monsieur le Maire de Montpellier.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 avr. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-157490-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 avr. 2021 -Réception en Préfecture : 20 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation Officier d'Etat Civil Concernant M.
Abdi EL KANDOUSSI le 10 avril 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ; les articles L. 2122-18 et L 2122-32, et D.2122-4 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 10 avril 2021 à 14 heures 40.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 10 avril 2021 à 14 heures 40.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 6 avr. 2021
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

**Publié le : 6 avr. 2021
Notifié le :**

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture partielle exceptionnelle du parc
Montcalm mercredi 07 avril 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la sécurité des riverains pendant le tournage "Tandem" qui se tiendra au parc Montcalm ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le parc Montcalm sera partiellement fermé au public le mercredi 07 avril 2021 aux abords du stade et de la piste d'athlétisme suivant un périmètre mis en place. L'entrée rue des chasseurs sera fermée et interdite au public ;

ARTICLE 2 :

Le parking rue des chasseurs sera réservé aux participants et aux organisateurs du tournage, il sera interdit d'y stationner pendant cette période ;.

ARTICLE 3 :

L'ouverture et la fermeture de l'ensemble des accès au parc reprendront aux horaires habituels dès le lendemain à 8H ;

ARTICLE 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 1 avr. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 2 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-158809-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 2 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 2 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture des allées basses de la Promenade
Royale du Peyrou - Arrêté de fermeture
exceptionnelle du 06 avril au 16 mai 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient d'assurer la sécurité des riverains pendant la durée des travaux ;
- **CONSIDÉRANT** les mesures visant à renforcer la lutte contre la propagation de la Covid 19, et notamment celle interdisant la consommation d'alcool dans les espaces publics.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les allées basses de la Promenade Royale du Peyrou seront exceptionnellement fermées au public pendant la durée des travaux du mardi 06 avril au lundi 17 mai 2021. Cette fermeture concerne le portail côté rue de la Blottière et le portail côté rue François Franque.

ARTICLE 2 :

L'ouverture et la fermeture du site reprendront aux horaires habituels dès le lundi 17 mai 2021.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 avr. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 2 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-158872-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 2 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 2 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme
Patricia MIRALLES le 24 avril 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5 et suivants, L.2214-4 et les articles L. 2122-18, L 2122-32, D.2122-4 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 24 avril 2021 à 15 heures 30.

Arrête :

Article 1^{er} :

Madame Patricia MIRALLES, Conseillère Municipale, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 24 avril 2021 à 15 heures 30.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 13 avr. 2021
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 13 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-158935-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 13 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 13 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Service Communal Hygiène et Santé
Intérim de Mme Betty ZUMBO
par Mme Nathalie GAY
du 19 au 23 avril 2021 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du Département approuvé en Comité Technique ;
- VU l'arrêté de délégation de signature du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Madame Betty ZUMBO, responsable du Service Communal Hygiène et Santé, du 19 au 23 avril 2021 inclus.

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Betty ZUMBO, Madame Nathalie GAY reçoit par intérim, du 19 au 23 avril 2021 inclus, sous ma surveillance et ma responsabilité pour le Service Communal Hygiène et Santé :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante du service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 14 avr. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 14 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-159009-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 14 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 14 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Arrêté réglementant l'accès à la Promenade
Royale du Peyrou,
et interdisant le transport, la consommation
d'alcool**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2214-4 et suivants ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU l'Arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
 - VU l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
 - VU l'Arrêté Préfectoral n° 2021.01.335 interdisant les rassemblements, réunions ou activités à caractère festif dans le département de l'Hérault ;
 - VU l'Arrêté Préfectoral n° 2021.01.333 du 4 avril 2021 interdisant l'usage et la détention de matériel de sons dans les rassemblements festifs non autorisés et la consommation d'alcool sur la voie publique ;
 - VU l'article R.610-5 du Code Pénal
-
- **CONSIDÉRANT** que le virus SARS-CoV 2 circule toujours activement et le niveau d'hospitalisation, de réanimation toujours élevé dans le département de l'Hérault
 - **CONSIDÉRANT** que les rassemblements, réunions ou activités sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public mettant en présence de manière simultanée plus de six personnes sont toujours interdits,
 - **CONSIDÉRANT** l'affluence et les rassemblements festifs constatés par les services de police dans les jardins du Peyrou ;
 - **CONSIDÉRANT** une recrudescence de consommation d'alcool dans les jardins du Peyrou occasionnant une augmentation de ramassage de verres brisés, plastiques et cannettes d'aluminium ;
 - **CONSIDÉRANT** les difficultés rencontrées par les services de police de faire respecter les horaires de fermeture du site ;
 - **CONSIDÉRANT** la nécessité de maintenir la vocation de la Promenade du Peyrou comme un espace récréatif pour l'ensemble de la population dans le cadre du contexte d'urgence sanitaire initié par le décret du 15 février 2021 ;

ARRETE

A compter du Vendredi 9 Avril 2021 au Lundi 3 mai 2021, de 12h à 18h

ARTICLE 1 :

L'accès du public au jardin du Peyrou sera organisé à partir d'un contrôle d'accès afin de maintenir une jauge raisonnable permettant de garantir les gestes barrières et de prévenir la propagation du virus covid 19.

ARTICLE 2 :

Le port, le transport et la consommation d'alcool sont interdits dans les jardins du Peyrou.

ARTICLE 3 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi par toute personne habilitée à les constater.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 :

Le Maire et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**Montpellier, le 8 avr. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 8 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-159030-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 8 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 8 avr. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Règlementation des horaires d'ouverture
des établissements type épiceries de nuit et
de vente à emporter des boissons alcoolisées**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2122-24 ;**
- **VU le Code Pénal et notamment les articles R. 446-1, R. 610-5 et R.623-2 ;**
- **VU le Code de Procédure Pénale et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;**
- **VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L 3334-1, L3334-2, L3341-1, L3342-1, L3342-3, et L. 3311-1 relatifs aux débits de boissons, à la protection des mineurs, et à la répression de l'ivresse publique, ainsi que ses articles R1334-30, R. 3353-5-1 et suivants relatifs à la lutte contre les bruits de voisinage ;**
- **VU la Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;**
- **VU la Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009, « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » (HPST), dans son article 95 qui dispose que « sans préjudice du pouvoir de police générale, le maire peut ficher par arrêté une plage horaire, qui ne peut être établie en deçà de 20 heures et au-delà de 8 heures, durant laquelle la vente à emporter de boissons alcooliques sur le territoire de sa commune est interdite » ;**
- **VU le Règlement Sanitaire Départemental ;**
- **VU l'Arrêté Préfectoral n°90-I-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 2 qui interdit sur la voie publique les bruits gênants provenant de dispositifs de diffusion sonore par haut-parleur ;**
- **VU l'Arrêté Préfectoral n°2016-I-DEB-I du 21 décembre 2016 fixant les horaires d'exploitation des débits de boissons et établissements ouverts au public dans le département de l'Hérault et précisant le régime particulier des établissements de vente à emporter, dont les épiceries de nuit ;**

- VU l'Arrêté Municipal n°03/09 du 17 octobre 2003 relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'Arrêté Municipal n° 2020-0959 du 27 août 2020 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Protection des populations et à la Tranquillité publique ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique conformément à l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **CONSIDERANT** que les ouvertures nocturnes des établissements de restauration rapide et de vente à emporter, des épiceries de nuit, dont l'activité se traduit par un va et vient incessant, accompagné d'une consommation à proximité du commerce sur la voie publique, entretiennent et favorisent la présence permanente de personnes, qui génèrent nuisances sonores, et portent atteinte à la salubrité et à la tranquillité publique ;
- **CONSIDERANT** que la présence des consommateurs de ces établissements et de leurs véhicules stationnés de manière anarchique sur la voie publique constitue une entrave à la libre circulation des piétons et des autres véhicules, accentuant les risques d'insécurité routière ;
- **CONSIDERANT** les rapports et intervention de police, ainsi que les rapports du Centre de Supervision Urbaine de la commune suite aux sollicitations, réclamations ou signalements relatifs aux nuisances sonores, bruits de voisinage et regroupement de personnes liés directement à ces établissements ;
- **CONSIDERANT** que la consommation abusive d'alcool contribue à créer des troubles à la tranquillité publique notamment par des nuisances sonores, nuisibles à la santé publique et des atteintes à la commodité de passage ainsi qu'à l'intégrité de l'espace public ;
- **CONSIDERANT** les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police tout au long de l'année (appels téléphoniques, courriels, courriers, rixes, ameutements, ivresses publiques et manifestes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public) sont générés par la consommation excessive d'alcool, et plus particulièrement en deuxième partie de semaine, du jeudi soir au dimanche matin ;
- **CONSIDERANT** les régulières interventions des services de police nationale et municipale constatant des phénomènes de délinquance, de troubles à la tranquillité publique (troubles et conflits de voisinage, regroupements sur la voie publique prolongés et tardifs) et d'alcoolisation (conduite en état alcoolique, ivresse publique manifeste, comportement inadaptés sur la voie publique, dégradations de biens) en lien avec la vie nocturne ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte à la salubrité publique par l'abandon quotidien sur ces mêmes lieux de déchets alimentaires, d'emballages et de bouteilles ou de canettes vides ;

- **CONSIDERANT** que le fonctionnement des épiceries de nuit est à l'origine de nombreuses nuisances perturbant la tranquillité des riverains et donnant lieu à des réclamations : claquement de portières des véhicules, regroupements, rixes, bruit de voisinage ;
- **CONSIDERANT** que la présence des consommateurs et de leurs véhicules stationnés de manière anarchique sur la voie publique constitue une entrave à la libre circulation des piétons et des autres véhicules ;
- **CONSIDERANT** le nombre important d'épicerie de nuit désormais installées sur l'ensemble du territoire communal ;

Arrête :

Article 1 :

Du dimanche au mercredi, la vente de toutes boissons alcoolisées par les titulaires de « licence à emporter » tels que définis à l'article L.3331-3 du code de la santé publique, de toutes boissons alcoolisées des groupes de 2 à 5 telles que définies par l'article L 3321-1 du code de la santé publique **est interdite de 22 heures jusqu'à 6 heures**, sur le territoire de la ville de Montpellier.

Il appartient aux exploitants de ces établissements de prendre toutes les mesures utiles de leur choix (système de bâchage dissimulant les boissons alcoolisées, chaîne interdisant l'accès au rayon des alcools, ...) visant à mettre hors de portée de la clientèle l'intégralité des boissons alcoolisées pendant les horaires d'interdiction

Article 2 :

Du jeudi soir au dimanche matin et de 21 heures à 7 heures, les établissements type épicerie de nuit (exceptés les restaurants, cafés, bars et brasseries) devront être fermés.

Article 3 :

Ces dispositions concernent le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Secteur 1 : Grand Centre « Ecusson – Plan Cabanes – Salengro – Gare »

Rue du Pont de Lattes – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du Onze Novembre – Avenue de Nîmes – Rue Yehudi Menuhin – Rue de Substantion – Rue de la Cavalerie – Quai du Verdanson – Quai des Tanneurs – Place Albert 1^{er} – Rue Auguste Broussonnet – Rue de l'Ambre – Rue de la Sauzède – Rue du Faubourg Saint Jaumes – Rue Boulevard du Professeur Louis Vialleton – Place d'Aviler – Rue Pitot – Rue Hilaire Ricard – Rue Maréchal de Castries – Rue Auguste Comte – Rue Saint Louis – Place Leroy Beaulieu – Rue Guillaume Pellicier – Place Roger Salengro – Rue du Faubourg Figuerolles jusqu'à la Rue François de Malherbes – Rue du Claret – Place du 8 mai 1945 – Avenue Georges Clémenceau – Place Saint Denis – Rue du Grand St Jean – Place de Strasbourg – Boulevard de Strasbourg – Place Carnot

Secteur 2 : « Antigone - Don Bosco - Juvénal »

Rue Bastion Ventadour - Place Paul Bec - Boulevard d'Antigone - boulevard de l'Aéroport International - Carrefour de l'aéroport International - Avenue du Pirée - Place Jean Bene - Rue du Comte de Melgueil - Boulevard de Strasbourg - Rue de Barcelone - Rue Lafitte - Quai Lafitte - Avenue des Etats du Languedoc - Place d'Olympie.

Secteur 3 : « Richter - Jacques Coeur »

Place de la Révolution Française - Allée du Capitaine Dreyfus - Allée de la Méditerranée - Rue Théroigne de Méricourt - Avenue Raymond Dugrand - Rue des Etats Généraux.

Secteur 4 : « Celleneuve »

Rue du Pilory – Avenue des Moulins - Avenue des Garrats – Avenue de la Liberté - Route de Lodève.

Secteur 5 : « Près d'Arènes »

Avenue de Palavas partie comprise entre l'Avenue Albert Dubout et l'Avenue du Docteur Fourcade.

Secteur 6 : « Avenue de Toulouse »

Partie comprise entre la Place du 8 mai 1945 et la Place Flandres-Dunkerque.

Secteur 7 : « Rue de Las Sorbes »

Partie comprise entre l'avenue de Lodève et l'impasse de l'Espérance.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 4 :

Pendant leurs horaires d'ouverture, les exploitants de ces établissements devront prendre toutes les mesures utiles afin que l'exploitation de leur commerce ne soit pas de nature à troubler la tranquillité publique.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur, sans préjudice des mesures de police administrative complémentaires qui pourraient être prises à l'encontre des contrevenants.

Article 6 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 avr. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 30 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-159561-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 30 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 30 avr. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan arrêté

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

TRANQUILLITE PUBLIQUE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5; L. 2122-24 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article R. 610-5 et R. 623-2 ;
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment l'article 21 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 3311-1 et R. 3353-5-1 ;
- VU le Code Rural ;
- VU la Loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;
- VU la Loi n° 2007-297 du 05 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance et le Décret d'application 2007-1388 du 26 septembre 2007 modifiant le Code Pénal et Code de Procédure Pénale ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU l'Arrêté Municipal n°2009/11 du 22 juillet 2009 relatif à l'hygiène, salubrité, tranquillité publique, circulation des animaux ;
- VU l'arrêté municipal n°2011/3584/T/R du 11 janvier 2012, réglementant les espaces verts de la ville de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal n° VAR2020-0034 du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la Sécurité ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;

- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;
- **CONSIDERANT** le public accueilli et les manifestations ou événements régulièrement organisés tout au long de l'année ;
- **CONSIDERANT** que les troubles à la tranquillité publique sont souvent liés à la consommation abusive d'alcool ;
- **CONSIDERANT** qu'il ressort du rapport de présentation de la loi HPST que l'alcool est devenu la première forme d'addiction chez les jeunes en France, et que depuis quelques années on observe, notamment auprès de cette population, une recrudescence de la consommation excessive d'alcool, avec des phénomènes d'alcoolisation massive et brutale ;
- **CONSIDERANT** que la consommation abusive d'alcool contribue à créer des troubles à la tranquillité publique notamment par des nuisances sonores, nuisibles à la santé publique et des atteintes à la commodité de passage ainsi qu'à l'intégrité de l'espace public ;
- **CONSIDERANT** que le stationnement prolongé et continu de personnes accompagnées ou non de chiens, dans les lieux à forte fréquentation est susceptible d'entraver la libre circulation des piétons ; que les animaux regroupés, même tenus en laisse et accompagnés de leurs maîtres sont ressentis comme un comportement agressif pour les usagers, bruyant par leurs aboiements intempestifs et salissant par leurs déjections ;
- **CONSIDERANT** les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police tout au long de l'année (rixes, ivresses publiques et manifestes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public) ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de limiter les rassemblements de personnes sur la voie publique pour des raisons sanitaires liées à la crise que nous traversons et celles que nous serons susceptibles de traverser également à l'avenir ;
- **CONSIDERANT** que certaines tenues peuvent paraître choquantes ou inappropriées, il y a lieu pour la décence et les bonnes mœurs de réglementer la circulation des personnes torse nu ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Sont interdits, de 08h00 à 03h00 du matin, dans les lieux visés à l'article 5, sauf autorisation spéciale, tout regroupement de personnes, accompagnées ou non de chiens même tenus en laisse, dès lors que l'une des conditions suivantes est réunie :

- Occupation abusive ou prolongée des rues et autres dépendances domaniales ;
- Atteinte à la sûreté ou la commodité de passage sur ces voies par une entrave à la libre circulation des piétons et autres usagers de ces voies ;
- Entrave à la libre circulation des personnes ou de porter atteinte au bon ordre et à la tranquillité publique (nuisances sonores, aboiements intempestifs, de nature à troubler la quiétude et la tranquillité du voisinage

par leur durée, leur répétition ou leur intensité) ;

- Assorti d'un comportement agressif ou de nature à présenter un danger avéré pour les usagers de ces voies et autres animaux domestiques ;
- Accompagné ou non de sollicitations, ou de quêtes à l'égard des passants ;
- Atteinte à la propreté et à la salubrité de ces voies (souillures, crachats, dépôts d'immondices, ...).

Article 2 :

Est interdite, dans les mêmes espaces publics, toute consommation de boissons alcoolisées, classées dans les groupes 2° à 5° tels que définis à l'article L3321-1 du code de la santé publique, en dehors des lieux autorisés :

- Terrasses de cafés et de restaurants ;
- Lieux de manifestations locales où la consommation d'alcool est autorisée.

Article 3 :

Il est interdit de circuler sur la voie publique et dans tous les lieux publics torse nu et d'une façon générale dans toute tenue contraire à la décence.

Article 4 :

La diffusion de musique amplifiée susceptible de conduire à des regroupements de personnes sur la voie publique est interdite ainsi que toute activité musicale.

Article 5 :

Ces dispositions concernent le périmètre délimité par les voies et places publiques suivantes (incluses dans le périmètre) :

Secteur 1 : « Ecusson - Beaux-Arts - Clémenceau - Gambetta – Antigone - Juvénal - Moulin Sémalen »
Avenue de Nîmes – Rue Yéhidu Menuhin – Rue de Substantion – Rue de la Cavalerie – Quai du Verdanson – Quai des Tanneurs – Place Albert 1^{er} – Boulevard Henri IV – Place d'Aviler – Rue Pitot – Rue Hilaire Ricard – Rue Maréchal de Castries – Rue de Clapies – Rue Emile Zola – Cours Gambetta – Avenue de Lodève – Rue de la Taillade – rond-point de l'armée des Alpes – Rue de la Figairasse – Avenue de la Croix du Capitaine – Rue de Claret – Place du 8 mai 45 – Boulevard Berthelot – Boulevard Vieussens – Rue Frédéric Peyson – Boulevard de Strasbourg – Rue du Comte de Melgueil – Chemin de Moularès – Avenue du Pirée – Allée Alégria Beracasa – Allée de Corfou – Moulin de Semalen – Rue des Pradiers – Carrefour Rimbaud – Avenue Jean Mermoz – Carrefour Jean Mermoz – Allée Henri II de Montmorency – Allée de la Citadelle – Place du 11 novembre 1918.

Secteur 2 : « Richter – Jacques Cœur »

Place Christophe Colomb – Avenue Raymond Dugrand – Place Ernest Granier – Avenue Raymond Dugrand – Avenue Théroigne de Méricourt – Allée de la Méditerranée – Allée du Capitaine Dreyfus – Pont Juvenal.

Secteur 3 : « Celleneuve »

Route de Lodève – Rue Lejzer Zamenhof – Rue Maurice Béjart – Rond-point Merce Cunningham – Rue Favre de Saint Castor – Rue Georges Seguy – Rue du Pilory – Rue du Truc de Leuze – Avenue des Moulins – Avenue de Lodève – Allée de Paris – Rue Pierre Causse – Avenue de La Liberté (non incluse).

Secteur 4 : « Près d'Arènes »

Boulevard Jacques Fabre de Morlhon – Rond-Point des Près d'Arène – Avenue du Mas d'Argeliers – Rond-Point de Saporta – Avenue du Marché Gare – Rue de l'Industrie.

Secteur 5 : « Malbosc »

Avenue Ernest Hemingway – Avenue du Professeur Jean Viala – Rond-point de l'appel du 18 juin – Rue de Malbosc – Rue Claude Percier – Parc Malbosc – Rue Henri Lagatu – Rond-point du Château d'O.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 6 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 30 avr. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 30 avr. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-159564-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 30 avr. 2021 - Réception en Préfecture : 30 avr. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan arrêté TP

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.